

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1413

9 juin 2008

### SOMMAIRE

<b>Agence Uelzecht S.A.</b> .....	<b>67809</b>	<b>Luxaviation S.A.</b> .....	<b>67808</b>
<b>Agit S.A.</b> .....	<b>67812</b>	<b>Meg Holding S.à.r.l.</b> .....	<b>67778</b>
<b>Akbank Turkish Sicav</b> .....	<b>67780</b>	<b>MFR Castel Romano Land S.à r.l.</b> .....	<b>67805</b>
<b>Babcock &amp; Brown Biofuels Europe S.à.r.l.</b> .....	<b>67823</b>	<b>Mondoor Holding S.A.</b> .....	<b>67779</b>
<b>Babcock &amp; Brown Helios Lux S.à.r.l.</b> .....	<b>67811</b>	<b>Mondoor Holding S.A.</b> .....	<b>67809</b>
<b>Ba'dol S.A.</b> .....	<b>67824</b>	<b>Mondoor Holding S.A.</b> .....	<b>67780</b>
<b>BF Immo</b> .....	<b>67812</b>	<b>Mondoor Holding S.A.</b> .....	<b>67808</b>
<b>BML Expertises S.A.</b> .....	<b>67779</b>	<b>Novenergia General Partner S.A.</b> .....	<b>67810</b>
<b>Ciro S.A.</b> .....	<b>67805</b>	<b>Resco Luxembourg S.à r.l.</b> .....	<b>67806</b>
<b>Createrra S.A.</b> .....	<b>67822</b>	<b>Robert HENTGES S.à r.l.</b> .....	<b>67813</b>
<b>Drej Holding S.A.</b> .....	<b>67809</b>	<b>SHANGHAI-GALERIE, Restaurant Chi- nois S.à r.l.</b> .....	<b>67813</b>
<b>Dulux S.A.</b> .....	<b>67808</b>	<b>Société du Vieux Moulin de Bourscheid s.à.r.l.</b> .....	<b>67807</b>
<b>E.P.M. European Portfolio Management S.à.r.l.</b> .....	<b>67805</b>	<b>Techno-Lux S.à r.l.</b> .....	<b>67809</b>
<b>Fin &amp; Meg S.A.</b> .....	<b>67778</b>	<b>Tesei S.A.</b> .....	<b>67819</b>
<b>Futuris S.A.</b> .....	<b>67806</b>	<b>TS Metropolis II S.à r.l.</b> .....	<b>67814</b>
<b>GSW-Wolff-Luxembourg</b> .....	<b>67816</b>	<b>TS Metropolis VII S.à r.l.</b> .....	<b>67822</b>
<b>Happy Shoes</b> .....	<b>67807</b>	<b>UBS (Lux) Structured Sicav</b> .....	<b>67810</b>
<b>iii-investments Luxembourg S.A.</b> .....	<b>67780</b>	<b>UBS (Lux) Structured Sicav 2</b> .....	<b>67806</b>
<b>Immo-Girst S.à r.l.</b> .....	<b>67813</b>	<b>Walking through IT S.A.</b> .....	<b>67779</b>
<b>Interoute Holdings S.à r.l.</b> .....	<b>67812</b>	<b>Zeimes Marc, s.à r.l.</b> .....	<b>67808</b>
<b>JMCPS Holding S.A.</b> .....	<b>67819</b>	<b>Zeimes Marc, s.à r.l.</b> .....	<b>67822</b>
<b>Lacofin</b> .....	<b>67824</b>	<b>Zeimes Marc, s.à r.l.</b> .....	<b>67822</b>
<b>Lavis Cortex Holding S.A.</b> .....	<b>67824</b>	<b>Zeimes Marc, s.à r.l.</b> .....	<b>67823</b>
<b>Lecta S.A.</b> .....	<b>67811</b>	<b>Zeimes Marc, s.à r.l.</b> .....	<b>67823</b>
<b>LF Open Waters OP</b> .....	<b>67810</b>	<b>Zeimes Marc, s.à r.l.</b> .....	<b>67823</b>
<b>Liu-Lux S.à.r.l.</b> .....	<b>67813</b>	<b>ZIM Iberia Maritime Company S.à r.l.</b> ....	<b>67816</b>

**Meg Holding S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 4, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 134.467.

**Fin & Meg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 4, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 50.875.

L'an deux mille huit, le trente mai.

Par-devant Nous Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1.- Monsieur Sergio VANDI, dirigeant de banque, demeurant professionnellement à 4, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg,

agissant en qualité de mandataire spécial du Conseil de gérance de la société à responsabilité limitée Meg Holding S.à.r.l., ayant son siège social au 4, bd Royal L-2449 Luxembourg, inscrite au R.C.S. Luxembourg sous la section B n ° 134.467, constituée par acte de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 13 décembre 2007, publié au Mémorial C 118 du 16 janvier 2008, dont les statuts de la société ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte reçu par Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven, en date du 22 janvier 2008, en cours de publication,

en vertu d'un pouvoir conféré par décision du Conseil de Gérance en date du 29 mai 2008.

Un exemplaire du procès-verbal de ladite réunion restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

2.- Monsieur Sergio VANDI, prénommé,

agissant en qualité de mandataire spécial du Conseil d'Administration de la société anonyme FIN & MEG S.A., ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 4, bd Royal, inscrite au R.C.S. Luxembourg sous la section B n ° 50.875, et constituée suivant acte reçu par Maître André Schwachtgen, alors notaire de résidence à Luxembourg en date du 29 mars 1995, publié au Mémorial C numéro 354 du 31 juillet 1995, dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière suivant acte reçu par Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 28 février 2001, publié au Mémorial C numéro 895 du 18 octobre 2001,

en vertu d'un pouvoir conféré par décision du Conseil d'Administration, prise en date du 29 mai 2008.

Un exemplaire du procès-verbal de ladite réunion restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

Lesquels ont requis le notaire instrumentant d'acter en la forme authentique le projet de fusion qui suit:

1) La société à responsabilité limitée Meg Holding S.à r.l. détient la totalité (100%) des 1.800.000 (un million huit cent mille) actions d'une valeur nominale de EUR 10 (dix Euros) chacune, donnant droit de vote et représentant la totalité du capital social, de la société Fin & Meg S.A.

2) La société à responsabilité limitée Meg Holding S.à.r.l (encore appelée la société absorbante) entend fusionner conformément aux dispositions des articles 278 et 279 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et des textes subséquents, avec la société anonyme FIN & MEG S.A. (encore appelée la société absorbée) par absorption de cette dernière.

3) La date à partir de laquelle les opérations de la société absorbée sont considérées du point de vue comptable comme accomplies pour compte de la société absorbante est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2008.

4) Aucun avantage particulier n'est attribué aux administrateurs/gérants, commissaires ou réviseurs des sociétés qui fusionnent.

5) La fusion prendra effet entre parties un mois après la publication du projet de fusion au Mémorial Recueil Spécial des Sociétés et Associations, conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi sur les sociétés commerciales.

6) Les associés de la société absorbante ont le droit, pendant un mois à compter de la publication au Mémorial C du projet de fusion, de prendre connaissance, au siège, des documents indiqués à l'article 267 (1) a) b) et c) de la loi sur les sociétés commerciales et ils peuvent en obtenir une copie intégrale sans frais et sur simple demande.

7) Un ou plusieurs associés de la société absorbante, disposant d'au moins 5% (cinq pour-cent) des actions du capital souscrit, ont le droit de requérir, pendant le même délai, la convocation d'une assemblée appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion, laquelle assemblée doit alors être tenue dans le mois de la réquisition.

8) A défaut de la réquisition d'une assemblée ou du rejet du projet de fusion par celle-ci, la fusion deviendra définitive, comme indiqué ci-avant au point 5) et entraînera de plein droit les effets prévus à l'article 274 de la loi sur les sociétés commerciales et notamment sous son littéra a).

9) Les sociétés fusionnant se conformeront à toutes les dispositions légales en vigueur en ce qui concerne les déclarations à faire pour le paiement de toutes impositions éventuelles ou taxes résultant de la réalisation définitive des apports faits au titre de la fusion, comme indiqué ci-après.

10) Décharge pleine et entière est accordée aux organes de la société absorbée.

11) Les documents sociaux de la société absorbée seront conservés pendant le délai légal au siège de la société absorbante.

Le notaire soussigné déclare attester la légalité du présent projet de fusion, conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la loi sur les sociétés commerciales.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. VANDI et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 30 mai 2008. Relation: LAC/2008/21882. — Reçu douze euros (12.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): F. SCHNEIDER.

POUR COPIE CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 juin 2008.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2008069805/242/70.

(080081032) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2008.

---

**BML Expertises S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2732 Luxembourg, 2, rue Wilson.

R.C.S. Luxembourg B 124.333.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008065442/7712/12.

Enregistré à Luxembourg, le 20 mai 2008, réf. LSO-CQ05147. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080073160) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2008.

---

**Walking through IT S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2732 Luxembourg, 2, rue Wilson.

R.C.S. Luxembourg B 133.242.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008065448/7712/12.

Enregistré à Luxembourg, le 20 mai 2008, réf. LSO-CQ05159. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080073165) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2008.

---

**Mondoor Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 48.996.

Le bilan de la société au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

*Signature*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2008065466/655/14.

Enregistré à Luxembourg, le 16 mai 2008, réf. LSO-CQ03887. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080073097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2008.

---

**iii-investments Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 131.569.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A Luxembourg, le 15 mai 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008065456/801/12.

Enregistré à Luxembourg, le 20 mai 2008, réf. LSO-CQ05162. - Reçu 34,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080073167) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2008.

**Mondoor Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 48.996.

Le bilan de la société au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2008065475/655/14.

Enregistré à Luxembourg, le 16 mai 2008, réf. LSO-CQ03886. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080073100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2008.

**Akbank Turkish Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 31, Z.A. Bourmicht.  
R.C.S. Luxembourg B 138.732.

**STATUTES**

In the year two thousand and eight, on the twenty-first day of May.

Before us Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Akbank T.A.S., a corporation incorporated under the laws of Turkey, with its registered office at Sabanci Center 80745, 4. Levent - Besiktas Istanbul, Turkey, represented by Jean-Pierre Mernier, licencié en droit, residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 15 May 2008.

The proxy given, signed by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which he acts, has requested the notary to state as follows the Articles of Incorporation of a société anonyme "AKBANK TURKISH SICAV" which is hereby established as follows:

**Art. 1.** There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares, a corporation in the form of a "société anonyme" qualifying as a "société d'investissement à capital variable" under the name of "AKBANK TURKISH SICAV" (the "Corporation").

**Art. 2.** The Corporation is established for an indefinite period. The Corporation may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation.

**Art. 3.** The exclusive object of the Corporation is to place the funds available to it in transferable securities, money market instruments, and other permitted assets referred to in Part I of the amended law of 20th December 2002 relating to undertakings for collective investment (the "2002 Law"), including shares or units of other undertakings for collective investment, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Corporation may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the 2002 Law.

**Art. 4.** The registered office of the Corporation is established in Bertrange, in the Grand Duchy of Luxembourg. If and to the extent permitted by law, the board of directors (the "Board of Directors") may decide to transfer the registered office of the Corporation to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg. Wholly owned subsidiaries, branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors.

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, military, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Corporation at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Corporation which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

**Art. 5.** The initial capital on incorporation is thirty-one thousand Euro (EUR 31,000). The capital subscribed must reach one million two hundred fifty thousand Euro (EUR 1,250,000) within a period of six months following the authorisation of the Corporation.

The minimum capital of the Corporation shall be the minimum prescribed by Luxembourg law.

The capital of the Corporation shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Corporation as defined in Article twenty-three hereof.

The Board of Directors is authorised without limitation to issue further shares, as well as classes of shares, to be fully paid at any time at a price based on the net asset value per share or the respective net asset values per share determined in accordance with Article twenty-three hereof without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscription of the shares to be issued.

The Board of Directors may delegate to any duly authorised director or officer of the Corporation or to any other duly authorised person or entity, the duty of accepting subscriptions and of delivering and receiving payment for such new shares.

Such shares may, as the Board of Directors shall determine, be of different classes and the proceeds of the issue of each class of shares shall be invested pursuant to Article three hereof in transferable securities, money market instruments or other assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities, and/or corresponding to a specific distribution or a specific subscription or redemption structure as the Board of Directors shall from time to time determine in respect of each class of shares.

The Board of Directors may further decide to create within each class of shares two or more sub-classes whose assets will be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the class concerned but where different currency hedging techniques and/or subscription, conversion or redemption fees and management charges and/or distribution policies, minimum subscription or holding amount or any other specific feature may be applied. If sub-classes are created, references to "classes" in these Articles should, where appropriate, be construed as references to such "sub-classes".

For the purpose of determining the capital of the Corporation, the net assets attributable to each class shall, if not expressed in Euro be translated into Euro and the capital shall be the total net assets of all the classes.

**Art. 6.** The Corporation shall only issue shares in registered form. Shareholders will receive a confirmation of their shareholding. No share certificate will however be issued.

Shares may be issued only upon acceptance of the subscription and after receipt of the purchase price. The subscriber will, without undue delay, upon acceptance of the subscription and receipt of the purchase price, receive title to the shares purchased by him and upon application obtain delivery of definitive confirmation of his shareholding.

Subject to the prior approval of the Corporation, shares may also be issued upon acceptance of the subscription against contribution in kind of transferable securities and other assets compatible with the investment policy and the investment objective of the Corporation. Any such subscription in kind will be valued in a report prepared by the Corporation's auditor. Any expenses incurred in connection with such contributions shall be borne by the shareholders concerned.

Payments of dividends, if any, will be made to shareholders, at their address in the register of shareholders or to designated third parties.

All issued shares of the Corporation shall be inscribed in the register of shareholders, which shall be kept by the Corporation or by one or more persons designated therefore by the Corporation and such register shall contain the name of each holder of shares, his residence or elected domicile and the number of shares held by him. Every transfer of share shall be entered in the register of shareholders.

Transfer of shares shall be effected by written declaration of transfer to be inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. The Corporation may also recognise any other evidence of transfer satisfactory to it.

Every shareholder must provide the Corporation with an address to which all notices and announcements from the Corporation may be sent. Such address will also be entered in the register of shareholders.

In the event that such shareholder does not provide such an address, the Corporation may permit a notice to this effect to be entered in the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Corporation, or such other address as may be so entered by the Corporation from time to time, until

another address shall be provided to the Corporation by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the register of shareholders by means of a written notification to the Corporation at its registered office, or at such other address as may be set by the Corporation from time to time.

If payment made by any subscriber results in the issue of a share fraction, such fraction shall be entered into the register of shareholders. It shall not be entitled to vote but shall, to the extent the Corporation shall determine, be entitled to a corresponding fraction of the dividend or other distributions.

The Corporation will recognise only one holder in respect of a share in the Corporation. In the event of joint ownership the Corporation may suspend the exercise of any right deriving from the relevant share or shares until one person shall have been designated to represent the joint owners vis-à-vis the Corporation.

In the case of joint shareholders, the Corporation reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Corporation may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint shareholders together, at its absolute discretion.

**Art. 7.** If any shareholder can prove to the satisfaction of the Corporation that his confirmation of shareholding has been mislaid or destroyed, then, at his request, a duplicate confirmation of shareholding may be issued under such conditions and guarantees as the Corporation may determine. At the issuance of the new confirmation of shareholding, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original confirmation of shareholding in place of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated confirmations of shareholding may be exchanged for new ones by order of the Corporation. The mutilated confirmations shall be delivered to the Corporation and shall be annulled immediately.

The Corporation may, at its discretion, charge the shareholder for the costs of a duplicate or of a new confirmation of shareholding and all reasonable expenses undergone by the Corporation in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the old confirmation of shareholding.

**Art. 8.** The Corporation may restrict or prevent the ownership of shares in the Corporation by any person, firm or corporate body if the holding of shares by such person results in a breach of law or regulations whether Luxembourg or foreign or if such holding may be detrimental to the Corporation or the majority of its shareholders. More specifically, the Corporation may restrict or prevent the ownership of shares by any "U.S. person" as defined hereafter. For such purposes the Corporation may:

a) decline to issue any share and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registration or transfer would or might result in beneficial ownership of such share by a person who is precluded from holding such shares or might result in beneficial ownership of such shares by any person who is a national of, or who is resident or domiciled in a specific country determined by the Board of Directors exceeding the maximum percentage fixed by the Board of Directors of the Corporation's capital which can be held by such persons (the "maximum percentage") or might entail that the number of such persons who are shareholders of the Corporation exceeds a number fixed by the Board of Directors (the "maximum number")

b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on the register of shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests or will rest in a US person or a person who is a national of, or who is resident or domiciled in such other country determined by the Board of Directors and

c) where it appears that a holder of shares of a class restricted to institutional investors (within the meaning of the Luxembourg law) is not an institutional investor, the Corporation will either redeem the relevant shares or convert such shares into shares of a class which is not restricted to institutional investors (provided there exists such a class with similar characteristics) and notify the relevant shareholder of such conversion; and

d) where it appears to the Corporation that any person who is a national of, or who is resident or domiciled in any such country determined by the Board of Directors, either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares or holds shares in excess of the maximum percentage or would entail that the maximum number or maximum percentage would be exceeded or has produced forged certificates and guarantees or has omitted to produce the certificates or guarantees determined by the Board of Directors, compulsorily redeem from any such shareholder all or part of shares held by such shareholder in the following manner:

1) The Corporation shall serve a notice (hereinafter called the "redemption notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the redemption price in respect of such shares is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Corporation. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver without undue delay to the Corporation the confirmation of shareholding representing the shares specified in the redemption notice. Immediately after the close of business on the date specified in the redemption notice, such shareholder shall cease to be a shareholder and the shares previously held or owned by him shall be cancelled;



2) The price at which the shares specified in any redemption notice shall be redeemed (hereinafter referred to as "the redemption price") shall be the redemption price defined in Article twenty-one hereof less any service charge (if any). Where it appears that, due to the situation of the shareholder, payment of the redemption price by the Corporation, any of its agents and/or any other intermediary may result in either the Corporation, any of its agents and/or any other intermediary to be liable to a foreign authority for the payment of taxes or other administrative charges, the Corporation may further withhold or retain, or allow any of its agents and/or other intermediary to withhold or retain, from the redemption price an amount sufficient to cover such potential liability until such time that the shareholder provide the Corporation, any of its agents and/or any other intermediary with sufficient comfort that their liability shall not be engaged, it being understood (i) that in some cases the amount so withheld or retained may have to be paid to the relevant foreign authority, in which case such amount may no longer be claimed by the shareholder, and (ii) that potential liability to be covered may extend to any damage that the Company, any of its agents and/or any other intermediary may suffer as a result of their obligation to abide by confidentiality rules;

3) Payment of the redemption price will be made to the owner of such shares in the currency in which the net asset value of the shares of the class concerned is determined except in periods of exchange restrictions and the redemption price will be deposited with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such owner upon surrender of the confirmation of shareholding, specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Corporation or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank upon effective surrender of the confirmation of shareholding, as aforesaid.

4) The exercise by the Corporation of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Corporation at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Corporation in good faith; and

e) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Corporation or any shareholder holding a number of shares exceeding the maximum percentage or maximum number at any meeting of shareholders of the Corporation.

Whenever used in these Articles the term "U.S. person" shall have the same meaning as in Regulation S, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1933, as amended ("the 1933 Act") or as in any other regulation or act which shall come into force within the United States of America and which shall in the future replace regulation S or the 1933 Act. The Board of Directors shall define the word "U.S. Person" on the basis of these provisions and publicise this definition in the sales documents of the Corporation.

**Art. 9.** Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Corporation shall represent the entire body of shareholders of the Corporation. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Corporation.

**Art. 10.** The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, at the registered office of the Corporation, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the last Friday of the month of May at 11h30 (Luxembourg time) and for the first time in the year 2009. If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the immediately preceding bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

**Art. 11.** The quorum required by law shall govern the conduct of the meetings of shareholders of the Corporation, unless otherwise provided herein.

Each share of whatever class and regardless of the net asset value per share within its class, is entitled to one vote subject to the restrictions contained in these Articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable or telegram or telex or facsimile. Such proxy shall be valid for any reconvened meeting unless it is specifically revoked.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes in relation to shares represented at the meeting of shareholders in respect of which shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

**Art. 12.** Shareholders will meet upon call by the Board of Directors, pursuant to notice setting forth the agenda.

Notice shall be published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg (to the extent required by Luxembourg law) and in such other newspapers as the Board of Directors may decide.

A shareholder may participate at any meeting of shareholders by means of a videoconference or any other means of telecommunication allowing to identify such shareholder. Such means must allow the shareholder to effectively act at such meeting of shareholders, the proceedings of which must be retransmitted continuously to such shareholder.

**Art. 13.** The Corporation shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three members; members of the Board of Directors need not be shareholders of the Corporation.

The directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

**Art. 14.** The Board of Directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and the Board of Directors, but in his absence the shareholders or the Board of Directors may appoint another director (and, in respect of shareholders' meetings, any other person) as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

The Board of Directors from time to time may appoint the officers of the Corporation, including a general manager, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Corporation. Any such appointment may be revoked at any time by the Board of Directors. Officers need not be directors or shareholders of the Corporation. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given to them by the Board of Directors.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable or telegram, telex or fax of each director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Any director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by cable or telegram, telex or fax another director as his proxy.

A director may attend, and be considered as being present at, a meeting of the Board of Directors by means of a videoconference or other telecommunications equipment by operation of which all persons participating in the meeting can hear each other and speak to each other, provided that the vote be confirmed in writing.

The directors may only act at duly convened meetings of the Board. Directors may not bind the Corporation by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board of Directors.

A director may attend, and be considered as being present at, a meeting of the Board of Directors by means of a videoconference or other telecommunications equipment by operation of which all persons participating in the meeting can hear each other and speak to each other, provided that the vote be confirmed in writing.

Resolutions of the Board of Directors may also be passed in the form of a circular resolution in identical terms in the form of one or several documents in writing signed by all the directors or by telex, cable, telegram, telefax message or by telephone provided in such latter event such vote is confirmed in writing.

The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Corporation and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to officers of the Corporation or to other contracting parties. The Board of Directors may also delegate any of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the Board of Directors or not) as it thinks fit, provided that the majority of the members of the committee are directors and that no meeting of the committee shall be quorate for the purpose of exercising any of its powers, authorities or discretions unless a majority of those present are directors of the Corporation.

**Art. 15.** The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by the secretary, or by two directors.

**Art. 16.** The Board of Directors shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy and the course of conduct of the management and business affairs of the Corporation.

The Board of Directors shall also determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Corporation, in accordance with Part I of the 2002 Law.

The Board of Directors may decide that investment of the Corporation be made (i) in transferable securities and money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market as defined by the 2002 Law, (ii) in transferable



securities and money market instruments dealt in on another market in a Member State of the European Union which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public, (iii) in transferable securities and money market instruments admitted to official listing in Eastern and Western Europe, Africa, the American continents, Asia, Australia and Oceania, or dealt in on another market in the countries referred to above, provided that such market is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public, (iv) in recently issued transferable securities and money market instruments provided the terms of the issue provide that application be made for admission to official listing in any of the stock exchanges or other regulated markets referred to above and provided that such admission is secured within one year of the issue, as well as (v) in any other securities, instruments or other assets within the restrictions as shall be set forth by the Board of Directors in compliance with applicable laws and regulations and disclosed in the sales documents of the Corporation.

The Board of Directors may decide to invest up to one hundred per cent of the total net assets of each class of shares of the Corporation in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by any Member State of the European Union, its local authorities, a non-Member State of the European Union, as acceptable by the Luxembourg supervisory authority and disclosed in the sales documents of the Corporation, or public international bodies of which one or more of such Member States of the European Union are members, or by any of the Member State of the Organisation for Economic Cooperation and Development, provided that in the case where the Corporation decides to make use of this provision it must hold, on behalf of the class concerned, securities from at least six different issues and securities from any one issue may not account for more than thirty per cent of such class' total net assets.

The Board of Directors may decide that investments of the Corporation be made in financial derivative instruments, including equivalent cash settled instruments, dealt in on a regulated market as referred to in the 2002 Law and/ or financial derivative instruments dealt in over-the-counter provided that, among others, the underlying consists of instruments covered by Article 41 (1) of the 2002 Law, financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Corporation may invest according to its investment objectives as disclosed in its sales documents.

The Board of Directors may decide that investments of a class to be made with the aim to replicate a certain stock or bond index provided that the relevant index is recognised by the Luxembourg supervisory authority on the basis that it is sufficiently diversified, represents an adequate benchmark for the market to which it refers and is published in an appropriate manner.

The Corporation will not invest more than 10% of the net assets of any class in undertakings for collective investment as defined in Article 41 (1) (e) of the 2002 Law, unless otherwise provided for in the sales documents of the Corporation.

The Board of Directors may invest and manage all or any part of the pools of assets established for two or more classes of shares on a pooled basis, as described in Article twenty-four, where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so.

**Art. 17.** No contract or other transaction between the Corporation and any other corporation or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Corporation is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other corporation or firm. Any director or officer of the Corporation who serves as a director, officer or employee of any corporation or firm with which the Corporation shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other corporation or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Corporation may have any personal interest in any transaction of the Corporation, such director or officer shall make known to the Board of Directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving the entity promoting the Corporation, any parent undertaking, any subsidiary or affiliate thereof or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors on its discretion, unless such "personal interest" is considered to be a conflicting interest by applicable laws and regulations.

The provisions of this article shall not apply where the decision of the Board of Directors relates to current operations entered into under normal conditions.

**Art. 18.** The Corporation may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Corporation or, at its request, of any other corporation of which the Corporation is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Corporation is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

**Art. 19.** The Corporation will be bound by the joint signature of any two directors or by the joint or individual signature (s) of any other person(s) to whom signatory authority has been delegated by the Board of Directors.

**Art. 20.** The Corporation shall appoint an independent auditor ("réviseur d'entreprises agréé") who shall carry out the duties prescribed by the 2002 Law. The independent auditor shall be elected by the annual general meeting of shareholders and serve until its successor shall have been elected.

**Art. 21.** As is more especially prescribed herein below, the Corporation has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Any shareholder may at any time request the redemption of all or part of his shares by the Corporation in the minimum amount as disclosed in the sales documents of the Corporation. The redemption price shall normally be paid not later than six business days after the date on which the applicable net asset value was determined and shall be equal to the net asset value for the relevant class of shares as determined in accordance with the provisions of Article twenty-three hereof less an adjustment or charge, including deferred sales charge or redemption charge, if any, as the sales documents may provide. Any redemption request must be filed by such shareholder in written form at the registered office of the Corporation in Luxembourg or with any other person or entity appointed by the Corporation as its agent for redemption of shares, together with the delivery of the confirmation of shareholding for such shares in proper form (if issued) and accompanied by proper evidence of transfer or assignment.

If redemption requests for more than 10% of the net asset value of a class are received, then the Corporation shall have the right to limit redemptions so they do not exceed this threshold amount of 10%. Redemptions shall be limited with respect to all shareholders seeking to redeem shares as of a same Valuation Day so that each such shareholder shall have the same percentage of its redemption request honoured; the balance of such redemption requests shall be processed by the Corporation on the next day on which redemption requests are accepted, subject to the same limitation. On such day, such requests for redemption will be complied with in priority to subsequent requests.

In exceptional circumstances, the Board of Directors may request that a shareholder accept redemption in kind. The shareholder may always request a cash redemption payment in the reference currency of the relevant class. Where the shareholder agrees to accept redemption in kind he will, as far as possible, receive a representative selection of the relevant class' holdings pro rata to the number of shares redeemed and the Board of Directors will make sure that the remaining shareholders do not suffer any loss therefrom. The value of the redemption in kind will be certified by certificate drawn up by the independent auditors of the Corporation in accordance with the requirements of Luxembourg law except where the redemption in kind exactly reflects the shareholder's prorata share of investments.

Any request for redemption shall be irrevocable except in the event of suspension of redemption pursuant to the previous paragraph or to Article twenty-two hereof. In the absence of revocation, redemption will occur as of the first Valuation Day after the end of the suspension.

Shares of the capital stock of the Corporation redeemed by the Corporation shall be cancelled.

Any shareholder may request conversion of whole or part of his shares of one class into shares of another class at the respective net asset values of the shares of the relevant class, provided that the Board of Directors may impose such restrictions as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversion subject to payment of a charge as specified in the sales documents.

No redemption or conversion by a single shareholder may, unless otherwise decided by the Board of Directors, be for an amount of less than that of the minimum holding requirement for each registered shareholder as determined from time to time by the Board of Directors.

If a redemption or conversion or sale of shares would reduce the value of the holdings of a single shareholder of shares of one class below the minimum holding as the Board of Directors shall determine from time to time, then such shareholder shall be deemed to have requested the redemption or conversion, as the case may be, of all his shares of such class.

The Corporation shall not give effect to any transfer of shares in its register as a consequence of which an investor would not meet the minimum holding requirement.

The Corporation will require from each registered shareholder acting on behalf of other investors that any assignment of rights to the shares of the Corporation be made in compliance with applicable securities laws in the jurisdictions where such assignment is made and that in unregulated jurisdictions such assignment be made in compliance with the minimum holding requirement.

**Art. 22.** For the purpose of determining the issue, conversion, and redemption price thereof, the net asset value of shares in the Corporation shall be determined up to two decimal places as to the shares of each class of shares by the Corporation from time to time, but in no instance less than twice monthly, as the Board of Directors by resolution may direct (every such day or time for determination of net asset value being referred to herein as a "Valuation Day"). Depending on the volume of issues, redemptions or conversions requested by shareholders, the Corporation reserves the right to allow for the net asset value per share to be adjusted by dealing and other costs and fiscal charges which would be payable on the effective acquisition or disposal of assets in the relevant class of shares if the net capital activity exceeds, as a consequence of the sum of all issues, redemptions or conversions of shares in such a class, such threshold percentage as may be determined from time to time by the Corporation, of the class of share's total net assets on a given Valuation Day (herein referred to as "swing pricing technique").

The Corporation may suspend the determination of the net asset value of shares of any particular class and hence the issue, redemption and conversion of shares if at any time the Board of Directors believes that exceptional circumstances constitute forcible reasons for doing so. Such circumstances can arise during:

(a) any period when any of the principal markets or stock exchanges on which any substantial portion of the investments of the Corporation attributable to such class of shares from time to time is quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended; or

(b) the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which the disposal or valuation of assets owned by the Corporation would be impracticable, not accurate or would seriously prejudice the interests of the shareholders of the Corporation; or

(c) any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of the relevant class of shares or the current price or value on any market or stock exchange; or

(d) any period when the Corporation is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the shares of such class or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on the redemption of shares cannot in the opinion of the directors be effected at normal rates of exchange.

Any such suspension shall be publicised, if appropriate and as described in the sales documents, by the Corporation and shall be notified to investors who have applied for shares and to shareholders requesting redemption or conversion of their shares by the Corporation at the time of the filing of the written request for such redemption or conversion.

No shares will be issued, redeemed or converted when the determination of the Net Asset Value is suspended. In such a case, a subscription for shares, a redemption or a conversion request may be withdrawn, provided that a withdrawal notice is received by the Corporation before the suspension is terminated. Unless withdrawn, subscriptions for Shares, redemptions and conversion requests will be acted upon on the first Valuation Day after the suspension is lifted on the basis of the subscription price, redemption price or conversion price (as the case may be) then prevailing.

Such suspension as to any class of shares shall have no effect on the calculation of the net asset value, the issue, redemption and conversion of the shares of any other class of shares.

**Art. 23.** The net asset value of shares of each class of shares shall be expressed as a per share figure in the currency of the relevant class of shares as determined by the Board of Directors and shall be determined, not less than twice a month, in respect of any Valuation Day by dividing the net assets of the Corporation corresponding to each class of shares, being the value of the assets of the Corporation corresponding to such class, less its liabilities attributable to such class at such time or times as the Board of Directors may determine, by the number of shares of the relevant class then outstanding adjusted to reflect any dealing charges, swing pricing technique or fiscal changes which the Board of Directors considers appropriate to take into account and by rounding the resulting sum to the nearest smallest unit of the currency concerned in the following manner:

A. The assets of the Corporation shall be deemed to include:

- a) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- b) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- c) all bonds, time notes, shares, stock, units in undertakings for collective investment, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other investments and securities owned or contracted for by the Corporation;
- d) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Corporation (provided that the Corporation may make adjustments with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- e) all interest accrued on any interest-bearing securities owned by the Corporation except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security;
- f) the preliminary expenses of the Corporation insofar as the same have not been written off, and
- g) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

(a) securities listed on a stock exchange or on other regulated markets, which operate regularly and are recognised and open to the public, will be valued at the last available price; in the event that there should be several such markets, on the basis of the last available price of the main market for the relevant security. Should the last available price for a given security not truly reflect its fair market value, then that security shall be valued on the basis of the probable sales price which the Board of Directors deem it is prudent to assume;

(b) securities not listed on a stock exchange or on any other regulated markets, which operate regularly and are recognised and open to the public, will be valued on the basis of their last available price. Should the last available price for a given security not truly reflect its fair market value, then that security will be valued by the Board of Directors on the basis of the probable sales price which the Board of Directors deem it is prudent to assume;

(c) swaps are valued at their fair value based on the underlying securities (at close of business or intraday) as well as on the characteristics of the underlying commitments;

(d) shares or units in underlying open-ended investment funds shall be valued at their last available price;

(e) liquid assets and money market instruments may be valued at nominal value plus any accrued interest or on an amortised cost basis. All other assets, where practice allows, may be valued in the same manner; short-term investments that have a remaining maturity of one year or less may be valued (i) at market value, or (ii) where market value is not available or not representative, at amortised cost;

(f) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid, and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless, however, the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the Board of Directors may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof.

In the event that extraordinary circumstances render such a valuation impracticable or inadequate, other valuation methods may be used if the Board of Directors considers that another method better reflects the value or the liquidation value of the investments and is in accordance with the accounting practice, in order to achieve a fair valuation of the assets of the Corporation.

B. The liabilities of the Corporation shall be deemed to include:

- a) all loans, bills and accounts payable;
- b) all accrued or payable administrative expenses (including but not limited to investment advisory fee or management fee, management company fee, custodian fee and corporate agents' fees);
- c) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Corporation where the Valuation Day falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;
- d) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Corporation, and other reserves if any authorised and approved by the Board of Directors and
- e) all other liabilities of the Corporation of whatsoever kind and nature except liabilities represented by shares in the Corporation. In determining the amount of such liabilities the Corporation shall take into account all expenses payable by the Corporation comprising formation expenses, fees payable to its investment advisers, investment managers or management company, fees and expenses payable to its directors or officers, its accountants, custodian and its correspondents, domiciliary, registrar and transfer agents, any paying agent and permanent representatives in places of registration, any other agent employed by the Corporation, fees and expenses incurred in connection with the general infrastructure of the Corporation, the listing of the shares of the Corporation at any stock exchange or to obtain a quotation on another regulated market, fees for legal or auditing services, promotional, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of advertising or preparing and printing of the prospectuses, explanatory memoranda, registration statements, or of interim and annual reports, taxes or governmental charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, currency conversion costs, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Corporation may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

C. There shall be established a portfolio of assets for each class of shares in the following manner:

- a) the proceeds from the issue of one or several classes of shares shall be applied in the books of the Corporation to the portfolio of assets established for the class or classes of shares, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such portfolio subject to the provisions of this Article;
- b) if within any portfolio class specific assets are held by the Corporation for a specific class of shares, the value thereof shall be allocated to the class concerned and the purchase price paid therefore shall be deducted, at the time of acquisition, from the proportion of the other net assets of the relevant portfolio which otherwise would be attributable to such class;
- c) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Corporation to the same portfolio or, if applicable, the same class of shares as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant portfolio and/or class;
- d) where the Corporation incurs a liability which relates to any asset attributable to a particular portfolio or class of shares or to any action taken in connection with an asset attributable to a particular portfolio or class of shares, such liability shall be allocated to the relevant portfolio and/or class of shares;
- e) in the case where any asset or liability of the Corporation cannot be considered as being attributable to a particular portfolio or class of shares, such asset or liability shall be equally divided between all the portfolios or, insofar as justified by the amounts, shall be allocated to the portfolios or, as the case may be, the classes, prorata to the net asset values;
- f) upon the record date for determination of the person entitled to any dividend declared on any class of shares, the net asset value of such class of shares shall be reduced by the amount of such dividends;
- g) upon the payment of an expense attributable to a specific portfolio or a particular class of shares, the amount thereof shall be deducted from the assets of the portfolio concerned and, if applicable, from the proportion of the net assets attributable to the class concerned;
- h) if there have been created within a class, as provided in Article five, sub-classes of shares, the allocations rules set forth above shall be applicable mutatis mutandis to such sub-classes.

D. Each portfolio of assets and liabilities shall consist of a portfolio of transferable securities, money market instruments and other assets in which the Corporation is authorised to invest, and the entitlement of each share class which is issued by the Corporation in relation with a same portfolio will change in accordance with the rules set out below.

In addition there may be held within each portfolio on behalf of one specific share class or several specific share classes, assets which are class specific and kept separate from the portfolio which is common to all share classes related to such portfolio and there may be assumed on behalf of such class or share classes specific liabilities.

The proportion of the portfolio which shall be common to each of the share classes related to a same portfolio which shall be allocable to each class of shares shall be determined by taking into account issues, redemptions, distributions, as well as payments of class specific expenses or contributions of income

or realisation proceeds derived from class specific assets, whereby the valuation rules set out below shall be applied *mutatis mutandis*.

The percentage of the net asset value of the common portfolio of any such portfolio to be allocated to each class of shares shall be determined as follows:

- 1) initially the percentage of the net assets of the common portfolio to be allocated to each share class shall be in proportion to the respective number of the shares of each class at the time of the first issuance of shares of a new class;
- 2) the issue price received upon the issue of shares of a specific class shall be allocated to the common portfolio and result in an increase of the proportion of the common portfolio attributable to the relevant share class;
- 3) if in respect of one share class the Corporation acquires specific assets or pays class specific expenses (including any portion of expenses in excess of those payable by other share classes) or makes specific distributions or pays the redemption price in respect of shares of a specific class, the proportion of the common portfolio attributable to such class shall be reduced by the acquisition cost of such class specific assets, the specific expenses paid on behalf of such class, the distributions made on the shares of such class or the redemption price paid upon redemption of shares of such class;
- 4) the value of class specific assets and the amount of class specific liabilities are attributed only to the share class or classes to which such assets or liabilities relate and this shall increase or decrease the net asset value per share of such specific share class or classes.

E. For the purposes of this Article:

- a) shares in respect of which subscription has been accepted but payment has not yet been received shall be deemed to be existing as from the close of business on the Valuation Day on which they have been allotted and the price therefore, until received by the Corporation, shall be deemed a debt due to the Corporation;
- b) shares of the Corporation to be redeemed under Article twenty-one hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the close of business on the Valuation Day referred to in this Article, and from such time and until paid the price therefore shall be deemed to be a liability of the Corporation;
- c) all investments, cash balances and other assets of the Corporation not expressed in the currency in which the net asset value of any class is denominated, shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the net asset value of shares and
- d) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for by the Corporation on such Valuation Day, to the extent practicable.

If the Board of Directors so determines, the net asset value of the shares of each class may be converted at the middle market rate into such other currencies than the currency of denomination of the relevant class, referred to above, and in such case the issue and redemption price per share of such class may also be determined in such currency based upon the result of such conversion.

The net asset value may be adjusted as the Board of Directors may deem appropriate to reflect *inter alia* any dealing charges, including any dealing spreads, fiscal charges and potential market impact resulting from the shareholder transactions.

#### **Art. 24.**

1. The Board of Directors may invest and manage all or any part of the portfolios of assets established for one or more classes of shares (hereafter referred to as "Participating Funds") on a pooled basis where it is applicable with regard to their respective investment sectors to do so. Any such enlarged asset pool ("Enlarged Asset Pool") shall first be formed by transferring to it cash or (subject to the limitations mentioned below) other assets from each of the Participating Funds. Thereafter the Board of Directors may from time to time make further transfers to the Enlarged Asset Pool. It may also transfer assets from the Enlarged Asset Pool to a Participating Fund, up to the amount of the participation of the Participating Fund concerned. Assets other than cash may be allocated to an Enlarged Asset Pool only where they are appropriate to the investment sector of the Enlarged Asset Pool concerned.

2. The assets of the Enlarged Asset Pool to which each Participating Fund shall be entitled, shall be determined by reference to the allocations and withdrawals made on behalf of the other Participating Funds.



3. Dividends, interests and other distributions of an income nature received in respect of the assets in an Enlarged Asset Pool will be immediately credited to the Participating Funds, in proportion to their respective entitlements to the assets in the Enlarged Asset Pool at the time of receipt.

**Art. 25.** Whenever the Corporation shall offer shares for subscription, the price per share at which such shares shall be offered and sold, shall be the net asset value as hereinabove defined for the relevant class of shares plus any adjustment or charge, including but not limited to any applicable swing pricing technique, which reverts to the Corporation and such sales charge, if any, as the sales documents may provide. The price per share will be rounded upwards or downwards as the Board of Directors may resolve. The price so determined shall be payable within the period of time set out in the sales documents.

**Art. 26.** The accounting year of the Corporation shall begin on 1st January of each year and shall terminate on the 31st December of the same year. The first accounting year shall start upon incorporation and terminate on 31st December 2008.

The accounts of the Corporation shall be expressed in Euro. When there shall be different classes as provided for in Article five hereof, and if the accounts within such classes are expressed in different currencies, such accounts shall be translated into Euro and added together for the purpose of the determination of the accounts of the Corporation.

**Art. 27.** Within the limits provided by law, the general meeting of holders of shares of the class or classes in respect of which a same pool of assets has been established pursuant to Article twenty-three section C. shall, upon the proposal of the Board of Directors in respect of such class or classes of shares, determine how the annual results shall be disposed of.

If the Board of Directors has decided, in accordance with the provisions of Article five hereof, to create within each class of shares two sub-classes where one sub-class entitles to dividends ("Dividend Shares") and the other sub-class does not entitle to dividends ("Accumulation Shares"), dividends may only be declared and paid in accordance with the provisions of this Article in respect of Dividend Shares and no dividends will be declared and paid in respect of Accumulation Shares.

The dividends declared may be paid at such places and times and in such currencies as may be determined by the Board of Directors. Interim dividends may, subject to such further conditions as set forth by law, be paid out on the shares of any class of shares upon decision of the Board of Directors.

No distribution shall be made if as a result thereof the capital of the Corporation becomes less than the minimum prescribed by law.

However, no dividends will be distributed if their amount is below the amount of fifty Euro (50 EUR) or its equivalent in another currency or such other amount to be decided by the Board of Directors from time to time and when published in the sales documents of the Corporation. Such amount will automatically be reinvested.

**Art. 28.** The Corporation shall enter into a custodian agreement with a bank which shall satisfy the requirements of the 2002 Law regarding collective investment undertakings (the "Custodian"). All securities, cash and other assets of the Corporation are to be held by or to the order of the Custodian who shall assume towards the Corporation and its shareholders the responsibilities provided by the 2002 Law.

In the event of the Custodian desiring to retire, the Board of Directors shall use their best endeavours to find within two months a corporation to act as custodian and upon doing so the Board of Directors shall appoint such corporation to be custodian in place of the retiring Custodian. The Board of Directors may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed in accordance with this provision to act in the place thereof.

All opening of accounts in the name of the Corporation, as well as power of attorney on such accounts, must be subject to the prior approval and ratification of the Board of Directors.

The Corporation may enter into a management company agreement with a management company authorised under chapter 13 of the Law of 2002 (the "Management Company") pursuant to which it designates such Management Company to supply the Corporation with investment management, administration and marketing services.

**Art. 29.** In the event of a dissolution of the Corporation, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

A class may be dissolved by compulsory redemption of shares of the class concerned, upon a decision of the Board of Directors:

- a) if the net asset value of the class concerned has decreased below EUR 20 million or the equivalent in another currency,
- (b) if a change in the economical or political situation relating to the class concerned would have material adverse consequences on investments of the class, or
- (c) in order to proceed to an economic rationalisation.



The redemption price will be the net asset value per share (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses), calculated as of the Valuation Day at which such decision shall take effect.

The Corporation shall serve a written notice to the holders of the relevant shares prior to the effective date of the compulsory redemption, which will indicate the reasons for, and the procedure of the redemption operations. Shareholders shall be notified in writing. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between, the shareholders, the shareholders of the class concerned may continue to request redemption or conversion of their shares free of charge prior to the effective date of the compulsory redemption, taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses.

Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by the preceding paragraph, a general meeting of shareholders of any class may, upon proposal from the Board of Directors, redeem all the shares of such class and refund to the shareholders the net asset value of their shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated as of the Valuation Day at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders at which resolutions shall be adopted by simple majority of those present or represented if such decision does not result in the liquidation of the Corporation.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the Custodian for a period of six months thereafter; after such period, the assets will be deposited in escrow with the Luxembourg Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed shares shall be cancelled.

Under the circumstances provided under the first paragraph of this Article, the Board of Directors may decide to allocate the assets of any class to those of another existing class within the Corporation or to another Luxembourg undertaking for collective investment subject to Part I of the 2002 Law and to re-designate the shares of the class concerned as shares of another class or Luxembourg undertaking for collective investment (following a split or amalgamation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be notified to the shareholders concerned (and, in addition, the notification will contain information in relation to the class or Luxembourg undertaking for collective investment), one month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable shareholders to request redemption or conversion of their shares, free of charge, during such period. In case of amalgamation into another undertaking for collective investment of the mutual fund type, the decision will be binding only on shareholders of the relevant class who expressly agree to the amalgamation.

**Art. 30.** These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg. Any amendment affecting the rights of the holders of shares of any class vis-à-vis those of any other class shall be subject, further, to the said quorum and majority requirements in respect of each such relevant class.

**Art. 31.** All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of 10th August 1915 on commercial companies as amended and the 2002 Law.

#### *Subscription and payment*

The subscriber has subscribed for the number of shares and have paid in cash the amount as mentioned hereafter:

Shareholder	subscribed capital EUR	number of paid-in shares
Akbank T.A.S., prenamed . . . . .	31'000	310
Total . . . . .	31'000	310

Proof of such payment has been given to the undersigned notary who certifies that the conditions provided for in Article twenty-six of the law of tenth August nineteen fifteen have been observed.

#### *Statements*

The undersigned notary states that the conditions provided for in article twenty-six of the law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on commercial companies have been observed.

#### *Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Corporation as a result of its formation are estimated at approximately EUR 7.500,-.

#### *Extraordinary general meeting*

The above named person, representing the entire subscribed capital and considering itself as having received due notice, has immediately taken the following resolutions.

#### *First resolution*

The following persons are appointed directors for a period ending with the next annual general meeting:

- Mr Cem Yalçinkaya, Chief Executive Officer, AK Asset Management, Istanbul

- Mr Atil Özus, Chief Financial Officer, Executive Vice President, Akbank T.A.S.
- Mr Ertunç Tümen, Executive Vice President, AK Asset Management, Istanbul
- Mr Tuncer Mutlucan, Managing Director, Akbank NV

*Second resolution*

The registered office is fixed at 31, Z.A. Bourmicht, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg.

*Third resolution*

The following is appointed as independent auditor for a period ending with the next annual general meeting:  
Ernst & Young S.A., 7, Parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the notary, by its surname, first names, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

**Folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:**

Im Jahre zweitausendundacht, den einundzwanzigsten Mai.

Vor dem Unterzeichneten, Maître Henri HELLINCKX, Notar mit Amtswohnsitz in Luxemburg,

Ist erschienen:

Akbank T.A.S., eine türkische Gesellschaft mit Gesellschaftssitz in Sabanci Center 80745, 4. Levent - Besiktas Istanbul, Turkey, vertreten durch Herrn Jean-Pierre Mernier, licencié en droit, wohnhaft in Luxemburg, gemäss einer Vollmacht ausgestellt am 15. Mai 2008.

Die Vollmacht, nachdem sie von der bevollmächtigten Person und dem Notar unterzeichnet wurde, bleibt der gegenwärtigen Urkunde beigelegt.

Die erschienene Person ersucht den unterzeichneten Notar, die Satzung einer Aktiengesellschaft, namens "AKBANK TURKISH SICAV" die sie hiermit gründet, zu beurkunden:

**Art. 1.** Zwischen den Zeichnern und allen zukünftigen Aktionären besteht eine Aktiengesellschaft in Form einer "société anonyme", die sich als "Investmentgesellschaft mit variablem Kapital" qualifiziert, unter der Bezeichnung "AKBANK TURKISH SICAV" (die "Gesellschaft").

**Art. 2.** Die Gesellschaft ist für eine unbeschränkte Dauer gegründet. Sie kann zu jeder Zeit durch einen, wie in Sachen Abänderung dieser Satzung (die "Satzung") getroffenen Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre aufgelöst werden.

**Art. 3.** Ausschließlicher Gegenstand der Gesellschaft ist es, die ihr verfügbaren Mittel nach dem Grundsatz der Risikostreuung in übertragbare Wertpapiere jeglicher Art, Geldmarktinstrumente und andere zulässige Vermögenswerte gemäß Teil I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen in seiner geänderten Fassung (das "Gesetz von 2002") anzulegen und ihren Aktionären den Ertrag der Verwaltung ihres Vermögens zugute kommen zu lassen.

Die Gesellschaft kann alle Maßnahmen ergreifen und Geschäfte tätigen, welche sie für die Erfüllung und Entwicklung ihres Gegenstands für nützlich erachtet, soweit diese durch das Gesetz von 2002 erlaubt sind.

**Art. 4.** Der Gesellschaftssitz befindet sich in Bertrange, im Großherzogtum Luxemburg. Insofern gesetzlich vorgesehen und im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen, kann der Gesellschaftssitz durch Beschluss des Verwaltungsrats der Gesellschaft (der "Verwaltungsrat") an jeglichen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden. Vollständig der Gesellschaft gehörende Tochtergesellschaften, Zweigstellen oder Büros können sowohl in Luxemburg als auch im Ausland, durch Beschluss des Verwaltungsrats der Gesellschaft, errichtet werden.

Sollten außergewöhnliche politische, militärische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eintreten oder bevorstehen, welche nach Meinung des Verwaltungsrats die normale Tätigkeit am Gesellschaftssitz oder die reibungslose Kommunikation zwischen diesem Gesellschaftssitz und dem Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur Beendigung dieser außergewöhnlichen Ereignisse ins Ausland verlegt werden; diese vorläufige Maßnahme hat jedoch keinerlei Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, welche ungeachtet der vorübergehenden Verlegung ihres Sitzes weiterhin luxemburgisch bleibt.

**Art. 5.** Das Gründungskapital beträgt einunddreissigtausend Euro (EUR 31,000). Das eingezahlte Kapital muss eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1,250,000) innerhalb von sechs Monaten nach Zulassung der Gesellschaft erreichen.

Das Mindestkapital der Gesellschaft beträgt das durch das Gesetz von 2002 vorgeschriebene Minimum.

Das Gesellschaftskapital besteht aus Aktien ohne Nennwert und entspricht jederzeit dem in Artikel 23 der vorliegenden Satzung definierten Nettogesamtvermögen der Gesellschaft.

Der Verwaltungsrat hat jederzeit das unbeschränkte Recht, gemäss Artikel 24 der vorliegenden Satzung zusätzliche voll eingezahlte Aktien, sowie Aktienklassen, zu einem Preis, der auf dem Nettoinventarwert pro Aktie oder den jeweiligen Nettoinventarwerten pro Aktie basiert, auszugeben, ohne den bestehenden Aktionären ein Vorzugsrecht im Hinblick auf die Zeichnung der auszugebenden Aktien einzuräumen.

Der Verwaltungsrat kann jedes ordnungsgemäss bevollmächtigte Verwaltungsratsmitglied oder jeden Geschäftsträger der Gesellschaft oder jede sonstige ordnungsgemäss bevollmächtigte natürliche oder juristische Person damit beauftragen, Zeichnungen für solche neuen Aktien entgegenzunehmen, diese Aktien auszustellen und die entsprechende Zahlung in Empfang zu nehmen.

Diese Aktien können nach Wahl des Verwaltungsrats verschiedenen Teilfonds angehören, und der Erlös der Ausgabe der jeweiligen Aktien eines Teilfonds wird gemäss Artikel 3 der vorliegenden Satzung in Wertpapiere, Geldmarktinstrumente oder sonstige Vermögenswerte angelegt, welche solchen geographischen Zonen, Industriesektoren, Währungszonen oder solchen spezifischen Arten von Aktien oder Obligationen oder/und einer spezifischen Vertriebsstruktur oder spezifischen Zeichnungs- und Rücknahmegebührenstruktur entsprechen, wie sie jeweils vom Verwaltungsrat für jeden einzelnen Teilfonds bestimmt werden.

Der Verwaltungsrat kann ausserdem beschliessen, innerhalb eines Teilfonds zwei oder mehrere Klassen, deren Aktiva gemeinsam im Einklang mit der spezifischen Anlagepolitik des betroffenen Teilfonds angelegt werden, aber auf die eine spezifische Wechselkurssicherungstechnik und/oder Zeichnungs- oder Rücknahmegebührenstruktur, Verwaltungsgebührenstruktur, Vertriebspolitik, Mindestzeichnungsbeträge, Mindesteinlagevorschrift oder andere Eigenschaften auf jede Klasse angewandt werden, aufzulegen. Falls solche Aktienklassen aufgelegt werden, sollte der Begriff "Teilfonds" in dieser Satzung als "Aktienklasse" verstanden werden, wo dies angebracht ist.

Zum Zwecke der Bestimmung des Gesellschaftskapitals wird das den einzelnen Teilfonds zuzuordnende Nettovermögen, falls nicht in Euro ausgedrückt, in Euro umgewandelt, wobei das Gesellschaftskapital dem gesamten Nettovermögen sämtlicher Klassen entspricht.

**Art. 6.** Die Gesellschaft wird ausschliesslich Namensaktien ausgeben. Die Aktionäre erhalten eine Bestätigung über ihren Aktienbesitz. Es wird jedoch kein Aktienzertifikat ausgegeben.

Aktien können lediglich unter Voraussetzung der Zeichnungsannahme und nach Erhalt des Kaufpreises ausgegeben werden. Nach Annahme der Zeichnung und Eingang des Kaufpreises wird der Zeichner, binnen kurzer Zeit, in den Aktienbesitz treten, und er erhält auf weitere Anfrage eine definitive Bestätigung bezüglich der von ihm erworbenen Aktien.

Unter der Voraussetzung der vorherigen Zustimmung durch die Gesellschaft können Aktien nach Annahme der Zeichnung auch gegen Einlage in Form von übertragbaren Wertpapieren oder anderen Vermögenswerten, die mit Investmentpolitik und -ziel der Investmentgesellschaft vereinbar sind, ausgegeben werden. Jede Einlage dieser Art wird in einem vom Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft angefertigten Bericht bewertet werden. Jedwede Kosten, die im Zusammenhang mit solchen Einlagen entstehen, werden von den betroffenen Aktionären getragen.

Etwaige Zahlungen von Dividenden, erfolgen an die Aktionäre an ihre im Aktienregister angegebene Adresse oder an so beauftragte Dritte.

Sämtliche von der Gesellschaft ausgegebenen Aktien werden in das von der Gesellschaft oder von einer oder mehreren damit durch die Gesellschaft beauftragten Person(en) geführte Aktienregister eingetragen, welches den Namen eines jeden Inhabers von Aktien, seinen Wohnsitz oder sein Wahlmilitz und die Anzahl der in seinem Besitz befindlichen Aktien angibt. Jede Übertragung einer Aktie wird in das Aktienregister eingetragen.

Die Übertragung von Aktien erfolgt mittels einer schriftlichen Übertragungserklärung, welche ins Aktienregister eingetragen wird und vom Zedenten und vom Zessionar oder von ordnungsgemäss dazu bevollmächtigten Personen datiert und unterzeichnet wird.

Jeder Inhaber von Aktien muss der Gesellschaft eine Adresse angeben, an welche sämtliche Mitteilungen und Bekanntmachungen der Gesellschaft erfolgen sollen. Diese Adresse wird ebenfalls ins Aktienregister eingetragen.

Sollte ein solcher Aktionär es versäumen, eine Adresse anzugeben, so kann die Gesellschaft eine diesbezügliche Notiz ins Aktienregister eintragen lassen, und als Adresse des betreffenden Aktionärs gilt alsdann die des Gesellschaftssitzes oder jedwede andere jeweils von der Gesellschaft eingetragene Adresse, dies bis zur Angabe einer anderen Adresse durch diesen Aktionär. Der Aktionär kann die im Aktienregister eingetragene Adresse jederzeit, durch eine schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft an deren Gesellschaftssitz oder an jede andere von Zeit zu Zeit von der Gesellschaft zu bestimmende Adresse, ändern lassen.

Falls die Zahlung des Zeichners zur Ausgabe von Aktienbruchteilen führt, werden diese Aktienbruchteile ins Aktienregister eingetragen. Dieser Bruchteil gewährt kein Stimmrecht, gibt jedoch zu den von der Gesellschaft diesbezüglich festgelegten Bedingungen Anrecht auf anteilmässige Dividenden oder andere Ausschüttungen.

Die Gesellschaft erkennt nur einen Aktionär pro Aktie der Gesellschaft an. Im Falle von gemeinsamen Eigentums kann die Gesellschaft jegliche Ausübung von Rechten aus der betroffenen Aktie solange aussetzen, bis eine Person zum Vertreter der gemeinsamen Eigentümer gegenüber der Gesellschaft bestimmt wurde.

Im Falle von gemeinsamen Eigentums behält sich die Gesellschaft das Recht vor, jegliche Rückkaufserlöse, Ausschüttungen oder andere Zahlungen allein an den zuerst eingetragenen Aktionär, den sie als Vertreter aller gemeinsamen Aktionär ansehen darf, auszuzahlen, oder nach ihrem freien Ermessen auch an alle Aktionär gemeinsam.

**Art. 7.** Falls ein Aktionär der Gesellschaft zur Genüge beweisen kann, dass sein Aktienzertifikat verloren gegangen oder zerstört worden ist, so kann auf seinen Antrag ein Duplikat des besagten Aktienzertifikats unter den von der Gesellschaft zu bestimmenden Bedingungen und Garantien ausgestellt werden. Nach der Ausstellung dieses neuen als Duplikat gekennzeichneten Aktienzertifikats wird das ursprüngliche Zertifikat nichtig.

Beschädigte Aktienzertifikate können auf Anordnung der Gesellschaft durch neue ersetzt werden. Die beschädigten Aktienzertifikate werden an die Gesellschaft ausgehändigt und umgehend annulliert.

Die Gesellschaft kann dem Aktionär nach eigenem Ermessen die Kosten für die Ausstellung eines Duplikats oder eines neuen Aktienzertifikats, sowie sämtliche von der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Ausstellung und der diesbezüglichen Eintragung oder mit der Annullierung des ursprünglichen Aktienzertifikats verauslagten Kosten auferlegen.

**Art. 8.** Die Gesellschaft kann den Besitz der Aktien der Gesellschaft für natürliche Personen, Firmen oder juristische Personen einschränken oder untersagen, falls der Besitz durch solche Personen gegen Gesetze oder Vorschriften, ob luxemburgisch oder ausländisch, verstösst oder nachteilig für die Gesellschaft ist.

Insbesondere kann die Gesellschaft den Besitz von Aktien für die nachstehend definierten "U.S. Staatsangehörigen" einschränken oder untersagen und zu diesem Zwecke:

a) die Ausgabe jedweder Aktie, sowie die Eintragung jedweder Aktienübertragung verweigern, sofern diese Eintragung oder Übertragung ihres Erachtens nach eine Person, welche vom Besitz einer solchen Aktie ausgeschlossen ist oder welche die Staatsangehörigkeit von oder ihre Residenz oder ihr Wahlmizil in einem bestimmten, vom Verwaltungsrat festgelegten Land besitzt, in den wirtschaftlichen Besitz einer solchen Aktie bringt oder bringen könnte, der maximale, vom Verwaltungsrat festgelegte Prozentsatz des Gesellschaftskapitals, der von solchen Personen gehalten werden kann (der "Maximalprozentsatz"), überschritten wird oder werden könnte oder hierdurch die Anzahl solcher Personen, die Aktionäre der Gesellschaft sind, eine vom Verwaltungsrat festgelegte Anzahl (die "Maximalanzahl") übersteigt oder übersteigen könnte;

b) jederzeit jede Person, deren Name im Aktienregister eingetragen ist oder welche die Eintragung einer Aktienübertragung beantragt, auffordern, ihr sämtliche eidesstattlich abgegebenen Auskünfte zu erteilen, welche ihres Erachtens notwendig sind um zu bestimmen, ob ein U.S. Staatsangehöriger oder eine Person, welche die Staatsangehörigkeit von oder ihre Residenz oder ihr Wahlmizil in einem Land besitzt, welches der Verwaltungsrat bestimmt, wirtschaftlicher Eigentümer dieser Aktien ist oder zukünftig sein wird; und

c) wenn festgestellt wird, dass ein Aktionär eines Teilfonds, der auf institutionelle Anleger (nach dem Verständnis des luxemburgischen Gesetzes) beschränkt ist, kein institutioneller Anleger ist, wird die Gesellschaft die betroffenen Aktien entweder zurückkaufen oder sie in Aktien eines Teilfonds umwandeln, der nicht auf institutionelle Anleger beschränkt ist (vorausgesetzt dass ein solcher Teilfonds mit ähnlichen Merkmalen existiert) und den betroffenen Aktionär von dieser Umwandlung in Kenntnis setzen; und

d) falls die Gesellschaft feststellt, dass eine Person, welche die Staatsangehörigkeit von oder ihre Residenz oder ihr Wahlmizil in einem vom Verwaltungsrat festgelegten Land besitzt, entweder alleine oder zusammen mit Drittpersonen wirtschaftlicher Eigentümer von Aktien ist oder Aktien in Übertretung des Maximalprozentsatzes hält oder eine Überschreitung der Maximalanzahl oder des Maximalprozentsatzes verursachen würde oder gefälschte Zertifikate oder Garantien vorgelegt hat oder es unterlassen hat, die vom Verwaltungsrat festgelegten Zertifikate oder Garantien vorzulegen, ist die Gesellschaft berechtigt, von solchen Aktionären alle oder Teile der von ihnen gehaltenen Aktien auf dem Zwangswege wie folgt zurückkaufen:

1) Die Gesellschaft schickt dem Aktionär oder der im Aktienregister als Eigentümer der zu kaufenden Aktien eingetragenen Person eine Anzeige (im folgenden die "Kaufanzeige" genannt), unter Angabe der wie vorerwähnt zu kaufenden Aktien, des Kaufpreises und des Ortes an welchem der Kaufpreis für die besagten Aktien zahlbar ist. Diese Anzeige kann dem Aktionär per Einschreibebrief an seine letztbekannte oder an die in den Büchern der Gesellschaft eingetragene Adresse geschickt werden. Daraufhin ist der Aktionär verpflichtet, der Gesellschaft die Bestätigung über den Aktienbesitz für die in der Kaufanzeige bezeichneten Aktien auszuhändigen. Unverzüglich nach Geschäftsschluss an dem in der Kaufanzeige festgelegten Datum verliert der bezeichnete Aktionär den Besitz an den in der Kaufanzeige bezeichneten Aktien und die vormals von ihm gehaltenen oder in seinem Besitz befindlichen Aktien werden gelöscht;

2) Der Preis, zu welchem die in der Kaufanzeige angegebenen Aktien gekauft werden (im folgenden der "Kaufpreis" genannt), entspricht dem gemäss Artikel 21 der vorliegenden Satzung festgelegten Rückkaufpreis abzüglich etwaiger Service-Gebühren. Wo festgestellt wird dass, auf Grund der Situation des Aktienhabers, die Auszahlung des Rückkaufpreises durch die Gesellschaft, einen ihrer Agenten und/oder jedweden anderen Vermittlers dazu führt oder führen könnte, dass entweder die Gesellschaft, einer ihrer Agenten und/oder jedweden andere Vermittler, gegenüber einer ausländischen Behörde zur Zahlung von Steuern oder anderen Verwaltungsgebühren verpflichtet ist, kann die Gesellschaft von dem Rückkaufpreis einen Betrag einbehalten, der zur Deckung der eventuellen Verantwortung ausreicht, oder einen ihrer Agenten und/oder jedweden anderen Vermittler dazu ermächtigen, eine solche Einbehaltung vorzunehmen; dies bis der Aktionär die Gesellschaft, einen ihrer Agenten und/oder jedweden anderen Vermittler mit ausreichender Sicherheit,

dass ihre Verantwortung nicht zum Tragen kommt, versorgt hat; hierbei sei darauf hingewiesen, (i) dass in manchen Fällen der so zurückgehaltene Betrag an die betroffene ausländische Behörde ausgezahlt werden muss, in welchem Fall der Aktionär keinen Anspruch mehr auf diesen Betrag hat, und (ii) dass die abzudeckende potentielle Verantwortung sich ausweiten kann auf jeglichen Schaden in die Gesellschaft, einer ihrer Agenten und/oder jedweder andere Vermittler auf Grund ihrer Verpflichtung, im Einklang mit Regeln über die Vertraulichkeit zu handeln, erleidet;

3) Die Zahlung des Kaufpreises an den Aktionär erfolgt ausser in Zeiten von Devisenbeschränkungen, in der Währung, in welcher der Nettoinventarwert der Aktien des betroffenen Teilfonds bestimmt wird, und wird von der Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder sonstwo (wie in der Kaufanzeige angegeben) hinterlegt, mit Zahlungsanweisung zugunsten des Aktionärs gegen Vorlage der in der Kaufanzeige angegebenen Bestätigung über den Aktienbesitz. Nach der Zahlung des Preises wie vorerwähnt haben die an den in der Kaufanzeige bezeichneten Aktien vormals berechtigten Personen keinen weiteren Anspruch auf diese Aktien, noch können sie irgendwelche Forderungen gegen die Gesellschaft oder deren Guthaben geltend machen, abgesehen von der Tatsache, dass sie als Besitzer der Aktien auftreten können, um gegen Aushändigung der vorerwähnten Bestätigung über den Aktienbesitz den so hinterlegten Kaufpreis (ohne Zinsen) von der zuständigen Bank entgegenzunehmen.

4) Die Ausübung seitens der Gesellschaft der gemäss vorliegendem Artikel eingeräumten Rechte kann auf keinen Fall mit der Begründung, der Beweis des Aktienbesitzes einer Person sei unzureichend gewesen oder mit dem Aktienbesitz habe es sich in Wirklichkeit anders verhalten als die Gesellschaft dies am Datum der Kaufanzeige vermutete, angefochten oder ungültig erklärt werden, sofern in solchen Fällen die Gesellschaft die besagten Rechte nach dem Grundsatz von Treu und Glauben ausgeübt hat; und

e) jeder Person, welche vom Besitz von Aktien der Gesellschaft ausgeschlossen ist, oder jedem Aktionär, bei welchem die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien den Maximalprozentsatz oder die Maximalanzahl überschreitet, in jedweder Versammlung der Aktionäre das Stimmrecht untersagen. Für den Zweck der vorliegenden Satzung hat der Begriff "U.S. Staatsangehöriger" die gleiche Bedeutung wie in der jeweils aktuellen Fassung der Regulation S des United States Securities Act von 1933 ("der 1933 Act") oder wie in jeder anderen Verordnung oder jedem anderen Erlass, welche in den Vereinigten Staaten von Amerika in Kraft treten und künftig die Regulation S oder den 1933 Act ersetzen. Der Verwaltungsrat wird den Begriff "U.S. Staatsangehöriger" auf der Basis dieser Vorschriften definieren und die Definition in den Verkaufsdokumenten der Gesellschaft veröffentlichen.

**Art. 9.** Die ordnungsgemäß einberufene Versammlung der Aktionäre vertritt sämtliche Gesellschaftsaktionäre. Sie verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, um alle im Zusammenhang mit den Tätigkeiten der Gesellschaft stehenden Geschäfte anzuordnen, auszuführen oder zu ratifizieren.

**Art. 10.** Die jährliche Generalversammlung der Aktionäre findet gemäß den luxemburgischen Gesetzen am Gesellschaftssitz oder an jedem anderen im Einberufungsschreiben angegebenen Ort in Luxemburg, am letzten Freitag des Monats Mai um 11.30 Uhr (Luxemburger Zeit) und zum ersten Mal im Jahre 2009 statt. Ist dieser Tag kein Bankgeschäftstag in Luxemburg, so wird die Versammlung auf den unmittelbar vorherigen Bankgeschäftstag in Luxemburg verlegt. Die jährliche Generalversammlung kann im Ausland abgehalten werden, sofern sich dies nach freiem Ermessen des Verwaltungsrats aufgrund von außergewöhnlichen Umständen als notwendig erweist.

Sonstige Versammlungen der Aktionäre können an dem Ort und Zeitpunkt, die in den jeweiligen Einberufungsschreiben angegeben sind, abgehalten werden.

**Art. 11.** Vorbehaltlich gegenteiliger Bestimmungen in der vorliegenden Satzung unterliegen Einberufung und Ablauf der Versammlung den gesetzlichen Bedingungen.

Sämtliche Aktien geben, unabhängig von ihrer Klasse und ihrem Nettoinventarwert innerhalb ihres Teilfonds, Recht auf eine Stimme. Die Aktionäre können sich in jeder Versammlung der Aktionäre von einer anderen bevollmächtigten Person vertreten lassen, die hierzu schriftlich oder durch Fernschreiben, Telegramm, Telex oder Telefax bevollmächtigt ist. Solch eine Vollmacht behält ihre Gültigkeit für sämtliche erneut einberufene Versammlungen, ausser sie wird ausdrücklich widerrufen.

Sofern nicht anders vom Gesetz vorgeschrieben oder in der vorliegenden Satzung festgelegt, werden die Beschlüsse in den ordnungsgemäß einberufenen Versammlungen der Aktionäre mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen getroffen. Zu den abgegebenen Stimmen zählen nicht diejenigen in der Generalversammlung anwesenden oder vertretenen Aktien, für die die Aktionäre nicht an der Abstimmung teilgenommen, sich enthalten oder ungültig abgestimmt haben.

Der Verwaltungsrat kann jedwede sonstigen Bedingungen festlegen, welche die Aktionäre zur Beteiligung an einer Aktionärsversammlung erfüllen müssen.

**Art. 12.** Die Aktionäre treten auf Einberufung des Verwaltungsrats zusammen, mittels eines Einberufungsschreibens, welches die Tagesordnung enthält.

Eine Mitteilung wird im Luxemburger Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (soweit nach luxemburger Recht erforderlich), und in anderen Zeitungen, sofern der Verwaltungsrat dies beschliesst, veröffentlicht.

Ein Aktionär kann an einer Generalversammlung, per Videokonferenz oder mit Hilfe anderer Telekommunikationsmittel, bei welchen der Aktionär identifiziert werden kann, teilnehmen. Solche Mittel müssen dem Aktionär ermöglichen,



tatsächlich an einer solchen Generalversammlung, deren Ablauf durchlaufend an den Aktionär übertragen werden muss, mitzuwirken.

**Art. 13.** Die Verwaltung der Gesellschaft obliegt einem Verwaltungsrat, bestehend aus mindestens drei Mitgliedern, welche nicht unbedingt Aktionäre sein müssen.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden von den Aktionären in der jährlichen Generalversammlung der Aktionäre für eine Amtsdauer gewählt, welche mit der darauffolgenden jährlichen Generalversammlung, einschliesslich Ernennung und Dienstantritt ihrer Nachfolger endet; dies unter dem Vorbehalt jedoch, dass ein Verwaltungsratsmitglied jederzeit durch Beschluss der Aktionäre ohne Angabe von Gründen seines Amtes enthoben und/oder ersetzt werden kann.

Wird die Stelle eines Verwaltungsratsmitglieds infolge eines Todesfalls oder Rücktritts oder sonstwie frei, so können die übrigen Mitglieder zusammentreten und mit Stimmenmehrheit ein Verwaltungsratsmitglied bestellen, um diesen freien Posten bis zur nächsten Versammlung der Aktionäre zu besetzen.

**Art. 14.** Der Verwaltungsrat wählt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden und kann einen oder mehrere stellvertretende (n) Vorsitzende(n) ernennen. Des weiteren kann er einen Sekretär bestellen, welcher nicht Verwaltungsratsmitglied sein muss und mit der Erstellung der Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und der Versammlungen der Aktionäre beauftragt wird. Der Verwaltungsrat tritt auf Einberufung des Vorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem im Einberufungsschreiben angegebenen Ort zusammen.

Der Vorsitzende übernimmt den Vorsitz sämtlicher Versammlungen der Aktionäre und des Verwaltungsrats; in seiner Abwesenheit können die Aktionäre oder der Verwaltungsrat jedoch ein anderes Verwaltungsratsmitglied und, für Versammlungen der Aktionäre, jede sonstige Person mit Stimmenmehrheit der in solchen Versammlungen anwesenden Personen zum vorläufigen Vorsitzenden wählen.

Der Verwaltungsrat kann von Zeit zu Zeit die Geschäftsführer der Gesellschaft ernennen, einschliesslich eines Generaldirektors, einen oder mehrere stellvertretende Generaldirektoren, stellvertretende Sekretäre und sonstige Geschäftsführer, welche für die Leitung und die Verwaltung der Gesellschaft als erforderlich erachtet werden. Jede dieser Bestellungen kann jederzeit vom Verwaltungsrat widerrufen werden. Die Geschäftsführer brauchen keine Verwaltungsratsmitglieder oder Aktionäre der Gesellschaft zu sein. Vorbehaltlich einer gegenteiligen Bestimmung in der vorliegenden Satzung haben die ernannten Geschäftsführer die ihnen vom Verwaltungsrat erteilten Rechte und Verpflichtungen.

Die Verwaltungsratssitzungen werden sämtlichen Verwaltungsratsmitgliedern mindestens vierundzwanzig Stunden im voraus durch eine schriftliche Mitteilung angekündigt, ausser in dringenden Fällen, in welchem Falle die Art dieser Umstände im Einberufungsschreiben anzugeben sind. Auf dieses Einberufungsschreiben kann mittels Zustimmung aller Verwaltungsratsmitglieder per Schreiben, Fernschreiben, Telegramm, Telex oder Telefax verzichtet werden. Individuelle Versammlungen, welche an Ort und Zeitpunkt wie in einem zuvor vom Verwaltungsrat festgelegten Zeitplan angegeben abgehalten werden, bedürfen keines gesonderten Einberufungsschreibens.

Jedes Verwaltungsratsmitglied ist berechtigt, sich in den Verwaltungsratssitzungen durch ein anderes schriftlich, per Fernschreiben, per Telegramm, Telex oder Telefax bevollmächtigtes Verwaltungsratsmitglied vertreten zu lassen.

An einer Verwaltungsratssitzung kann ein Verwaltungsratsmitglied per Videokonferenz oder mit Hilfe anderer Telekommunikationsmittel, bei welchen sich alle anwesenden Personen gegenseitig hören und miteinander sprechen können, teilnehmen und wird als anwesend angesehen, sofern die Stimmabgabe schriftlich bestätigt wird.

Die Verwaltungsratsmitglieder können nur in ordnungsgemäss einberufenen Verwaltungsratssitzungen handeln. Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch individuelle Handlungen verpflichten, ausser in ausdrücklich vom Verwaltungsrat genehmigten Fällen.

Der Verwaltungsrat kann nur rechtsgültig beschliessen oder handeln, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder in der Verwaltungsratssitzung anwesend oder vertreten ist. Beschlüsse werden mit Stimmenmehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder getroffen. Im Falle einer Stimmgleichheit, sei es für oder gegen eine vom Verwaltungsrat zu treffende Bestimmung, entscheidet die Stimme des Verwaltungsratsvorsitzenden.

Es ist den Verwaltungsratsmitgliedern erlaubt, einstimmig per Zirkularbeschluss ihre Zustimmung in einer oder mehreren getrennten Ausfertigung(en) per Schreiben, Telex, Fernschreiben, Telegramm, Telefax oder telefonisch mitzuteilen, vorausgesetzt, ein solches Votum wird schriftlich bestätigt.

Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse bezüglich der täglichen Verwaltung und Geschäftsführung der Gesellschaft und der Ausübung von Geschäften im Hinblick auf die Förderung der Gesellschaftspolitik und des Gesellschaftsgegenstandes an Geschäftsführer der Gesellschaft oder an andere natürliche oder juristische Personen übertragen. Der Verwaltungsrat kann ebenso seine Befugnisse, seine Befehlsgewalt und sein Ermessen an jedwedes Komitee, bestehend aus einer Person oder aus Personen (egal ob diese Mitglied oder Mitglieder des Verwaltungsrates ist bzw. sind), welche der Verwaltungsrat für kompetent erachtet, übertragen; dies unter dem Vorbehalt, dass die Mehrheit der Komiteemitglieder Verwaltungsratsmitglieder sind und dass das Komitee im Hinblick auf die Ausübung seiner Befugnisse, seiner Befehlsgewalt und seines Ermessens nur beschlussfähig ist, wenn die Mehrheit der Anwesenden Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft sind.

**Art. 15.** Die Protokolle sämtlicher Verwaltungsratssitzungen werden vom Vorsitzenden unterzeichnet und im Falle seiner Abwesenheit vom pro tempore-Vorsitzenden, welcher den Vorsitz der Versammlung führt.



Abschriften oder Auszüge dieser Protokolle, welche vor Gericht oder anderweitig vorzulegen sind, werden vom Vorsitzenden, vom Sekretär oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet.

**Art. 16.** Der Verwaltungsrat ist nach dem Grundsatz der Risikostreuung berechtigt, die Gesellschafts- und Anlagepolitik, sowie die Richtlinien für die Verwaltung und Geschäftsführung der Gesellschaft festzulegen.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, jegliche Einschränkungen zu verfassen, die von Zeit zu Zeit für auf Gesellschaftsanlagen gemäss Teil I des Gesetzes von 2002 anwendbar sind.

Der Verwaltungsrat kann beschließen, dass Anlagen der Gesellschaft bestehen aus (i) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die an einem geregelten Markt, gemäss dem Gesetz von 2002, notiert bzw. gehandelt werden, (ii) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die an einem anderen geregelten, anerkannten, für das Publikum offenen und ordnungsgemäss funktionierenden Markt in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union gehandelt werden, (iii) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die an einer Wertpapierbörse eines Staates in Ost- und Westeuropa, Afrika, den Amerikanischen Kontinenten, Asien, Australien und Ozeanien notiert sind oder die an einem anderen Markt in den obengenannten Ländern gehandelt werden, insoweit als diese Märkte geregelt sind, ordnungsgemäss funktionieren, anerkannt und für das Publikum offen sind, (iv) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten aus Neuemissionen, sofern die Emissionsbedingungen die Verpflichtungen enthalten, die Zulassung zur Notierung bzw. zum Handel an einer oben erwähnten Wertpapierbörse bzw. an einem oben erwähnten geregelten Markt zu beantragen und diese Zulassung innerhalb eines Jahres nach der Emission sicherzustellen, sowie (v) allen sonstigen Wertpapieren, Geldmarktinstrumenten oder anderen Vermögenswerten gemäß den vom Verwaltungsrat im Einklang mit den anwendbaren Gesetzen und Verordnungen festgelegten Beschränkungen, wie sie in den Verkaufsdokumenten der Gesellschaft veröffentlicht werden.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft ist berechtigt, bis zu 100% der Vermögenswerte eines Teilfonds der Gesellschaft in unterschiedliche Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, welche von einem Mitgliedstaat der Europäischen Union, seinen Gebietskörperschaften, einem Drittstaat, wenn er von der Luxemburger Aufsichtsbehörde anerkannt und in den Verkaufsdokumenten der Gesellschaft veröffentlicht ist, oder von internationalen Organismen öffentlich rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere solche Mitgliedstaaten angehören, oder von jedem anderen Mitgliedstaat der OECD begeben oder garantiert werden, sofern in dem Fall, in dem die Gesellschaft die Anwendung dieser Bestimmung beschliessen sollte, jeder betroffene Teilfonds Wertpapiere von mindestens sechs verschiedenen Emittenten halten muss und die Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente eines jeden Emittenten 30% des Nettovermögens eines Teilfonds nicht übersteigen dürfen.

Der Verwaltungsrat kann beschließen, Anlagen der Gesellschaft in abgeleitete Finanzinstrumente, einschließlich gleichwertige bar abgerechnete Instrumente, die an einem geregelten Markt in Sinne des Gesetzes von 2002 gehandelt werden, und/oder in abgeleitete Finanzinstrumente, die nicht an einer Börse gehandelt werden ("OTC-Derivate"), zu tätigen, sofern es sich, unter anderem, bei den Basiswerten um gemäss Artikel 41 (1) des Gesetzes von 2002 zulässige Instrumente, Finanzindize, Zinssätze, Wechselkurse oder Währungen handelt, in welche die Gesellschaft gemäß ihren t, in den Verkaufsdokumenten veröffentlichen Anlagezielen investieren darf.

Der Verwaltungsrat kann ferner beschließen, Aktienklassen auszugeben, deren Vermögenswerte die Zusammensetzung eines Aktien- oder Obligationenindex nachbilden, sofern der betreffende Index von der luxemburgischen Aufsichtsbehörde anerkannt ist, dass die Zusammensetzung des Index hinreichend diversifiziert ist, der Index eine adäquate Bezugsgrundlage für den Markt, auf den er sich bezieht, darstellt und der Index in angemessener Weise in den Verkaufsdokumenten der Gesellschaft veröffentlicht wird.

Die Gesellschaft wird nicht mehr als 10% der Nettovermögenswerte eines Teilfonds in Organismen für gemeinsame Anlagen gemäss Artikel 41 (1) (e) des Gesetzes von 2002 anlegen, sofern sich keine gegenteilige Bestimmung in den Verkaufsdokumenten der Gesellschaft findet.

Der Verwaltungsrat kann alle oder Teile von zusammengefassten Vermögenswerten, die für zwei oder mehr Teilfonds errichtet wurden, auf gemeinsamer Basis investieren und verwalten, so wie in Artikel 24 dieser Satzung beschrieben, wenn dies im Hinblick auf die jeweiligen Anlagesektoren der Teilfonds angemessen ist.

**Art. 17.** Zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Firma abgeschlossene Verträge oder Geschäfte können weder beeinträchtigt noch ungültig werden durch die Tatsache, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Geschäftsführer der Gesellschaft ein Interesse in dieser anderen Gesellschaft oder Firma hat bzw. haben oder Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, Geschäftsführer oder Angestellter dieser Gesellschaft oder Firma ist bzw. sind. Jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeder Geschäftsführer der Gesellschaft, welcher als Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, Geschäftsführer oder Angestellter für eine Gesellschaft oder Firma fungiert, mit welcher die Gesellschaft kontrahiert oder sonstwie Geschäfte tätigt, darf aufgrund seiner Verbindung zu dieser anderen Gesellschaft oder Firma nicht daran gehindert werden, solche im Zusammenhang mit derartigen Verträgen oder Geschäften stehende Angelegenheiten in Betracht zu ziehen, diesbezüglich abzustimmen oder zu handeln.

Falls ein Verwaltungsratsmitglied oder Geschäftsführer der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einem Geschäft der Gesellschaft hat, muss das betroffene Verwaltungsratsmitglied oder der betroffene Geschäftsführer dem Verwaltungsrat dieses persönliche Interesse mitteilen und darf keine solche Transaktion in Betracht ziehen oder diesbezüglich abstimmen; über die Transaktion und das Interesse des betreffenden Verwaltungsratsmitglied oder Geschäftsführers wird in der nächstfolgenden Versammlung der Aktionäre Bericht erstattet.

Der Begriff "persönliches Interesse", wie im vorstehenden Satz aufgeführt, gilt nicht für die Beziehung zu oder das Interesse in irgendeiner Angelegenheit, Position oder einer Transaktion im Zusammenhang mit dem Promoter der Gesellschaft oder irgendeiner seiner Mutterunternehmen, Zweigstellen oder Tochtergesellschaften, oder mit einer sonstigen Gesellschaft oder Körperschaft wie sie der Verwaltungsrat nach Belieben von Zeit zu Zeit festlegen kann; es sei denn, dass dieses "persönliche Interesse" als ein Interessenkonflikt im Sinne der anwendbaren Gesetze und Verordnungen anzusehen ist.

Die Bestimmungen dieses Artikels sind nicht anzuwenden auf Entscheidungen des Verwaltungsrats, welche die tägliche Geschäftsführung betreffen und unter normalen Umständen getroffen werden.

**Art. 18.** Die Gesellschaft kann jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeden Geschäftsführer, deren Erben, Testamentsvollstrecker und Vermögensverwalter für alle Ausgaben entschädigen, welchen diesen im Zusammenhang mit jedweden Verfahren, Prozessen und Gerichtsverfahren entstanden, an welchen sie beteiligt waren in ihrer Eigenschaft als jetzige oder ehemalige Verwaltungsratsmitglieder oder Geschäftsführer der Gesellschaft, oder, auf deren Antrag, jedweder anderen Gesellschaft, in welcher die Gesellschaft Aktionär oder Gläubiger ist und von welcher sie keine Entschädigung beanspruchen können, mit Ausnahme von solchen Angelegenheiten, für welche sie in solchen Verfahren, Prozessen oder Gerichtsverfahren schließlich für grobe Fahrlässigkeit oder vorsätzliches Fehlverhalten für haftbar erklärt werden. Im Falle einer aussergerichtlichen Einigung, wird eine Entschädigung nur gewährt im Zusammenhang mit den Sachverhalten, die durch die aussergerichtliche Einigung geregelt wurden und für welche die Gesellschaft durch ihren Berater die Bestätigung erhält, dass die zu entschädigende Person keine Verletzung ihrer Pflichten begangen hat. Das oben beschriebene Entschädigungsrecht schließt andere anwendbare Rechte nicht aus.

**Art. 19.** Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift zweier Verwaltungsratsmitglieder oder durch die gemeinsame oder Einzelunterschrift jeder Person, welcher Unterschriftenvollmacht durch den Verwaltungsrat übertragen wurde, verpflichtet.

**Art. 20.** Die Gesellschaft bestellt einen unabhängigen Wirtschaftsprüfer ("réviseur d'entreprises agréé"), welchem die durch das Gesetz von 2002 vorgeschriebenen Aufgaben obliegen. Der Wirtschaftsprüfer wird von der jährlichen Hauptversammlung der Aktionäre gewählt und bleibt im Amt bis zur Ernennung seines Nachfolgers.

**Art. 21.** Wie nachstehend näher erläutert kann die Gesellschaft jederzeit ihre eigenen Aktien unter Berücksichtigung der gesetzlichen Bestimmungen zurückkaufen.

Jeder Aktionär kann den Rückkauf aller oder eines Teils seiner Aktien durch die Gesellschaft zu dem in den Verkaufsdokumenten der Gesellschaft festgelegten Mindestbetrag beantragen. Der Rückkaufspreis ist in der Regel sechs Geschäftstage nach dem Datum, an dem der betreffende Nettoinventarwert berechnet wurde, zu zahlen und entspricht dem gemäss den Bestimmungen von Artikel 23 der vorliegenden Satzung festgelegten Nettoinventarwert der Aktien der betreffenden Klasse, minus etwaiger Berichtigungen oder Gebühren, inklusive aufgeschobener Ankaufs- oder Rückkaufgebühren, wie ggf. in den Verkaufsdokumenten festgelegt.

Alle derartige Rückkaufsanträge müssen vom betreffenden Aktionär in schriftlicher Form am Gesellschaftssitz in Luxemburg oder bei jedweder anderen von der Gesellschaft zu ihrem Agenten für den Aktienrückkauf ernannten Person oder Gesellschaft eingereicht werden; gleichzeitig muss die Bestätigung über den Aktienbesitz (sofern solche ausgestellt wurden) zusammen mit ausreichenden Beweisen der Übertragung oder Abtretung ordnungsgemäß ausgehändigt werden.

Falls Rückkaufsanträge für mehr als 10% des Nettoinventarwertes eines Teilfonds bei der Gesellschaft eingehen, so hat sie das Recht diese Rückkäufe so zu limitieren, dass sie diese Schwelle von 10% nicht überschreiten. Diese Beschränkung ist auf alle Aktionäre, die am selben Bewertungsstichtag den Rückkauf ihrer Aktien beantragt haben, anzuwenden, so dass der Rückkaufsantrag jedes Aktionärs zum gleichen Prozentsatz entsprochen wird; der Überschuss dieser Rückkauforderungen wird auf den nächsten Tag, an dem Rückkauforderungen akzeptiert werden, durch die Gesellschaft übernommen, unter Vorbehalt der gleichen Einschränkung. An diesem Tag werden solche Rückkauforderungen vorrangig zu zeitlich nachfolgenden Forderungen behandelt.

Unter besonderen Umständen kann der Verwaltungsrat vom Aktionär verlangen, dass dieser den Rückkauf in natura akzeptiert. Der Aktionär kann stets auf die Barauszahlung in der Referenzwährung des entsprechenden Teilfonds bestehen. Falls der Aktionär die Auszahlung in natura akzeptiert, wird er soweit wie möglich eine repräsentative Auswahl der durch den betroffenen Teilfonds gehaltenen Vermögenswerte proportional zur Anzahl der zurückgekauften Aktien erhalten; der Verwaltungsrat wird sicherstellen, dass den verbleibenden Aktionäre hierdurch kein Verlust widerfährt.

Der Wert des Rückkaufs in natura wird in Übereinstimmung mit den Vorschriften luxemburgischen Rechts durch ein vom Wirtschaftsprüfer erstelltes Zertifikat ausgewiesen; mit Ausnahme der Fälle, in denen die Auszahlung in natura exakt den proportionalen Anlagenanteil des Aktionärs wiedergibt.

Jedweder Rückkaufsantrag ist unwiderrufbar, ausser im Falle einer Rückkaufaufhebung gemäss Artikel 22 der vorliegenden Satzung. In Ermangelung eines Widerrufs erfolgt der Rückkauf wie vorerwähnt, am ersten Bewertungsstichtag nach der Aufhebung.

Die von der Gesellschaft zurückgekauften Aktien werden annulliert.

Jedweder Aktionär kann durch einen Antrag den Umtausch aller oder eines Teils seiner Aktien in Aktien eines anderen Teilfonds, zum respektiven, für die betreffende Klasse festgelegten Nettoinventarwert beantragen. Der Verwaltungsrat

kann unter anderem im Hinblick auf Häufigkeit der Umwandlungen Einschränkungen festlegen und den Umtausch einer in den Verkaufsdokumenten festgelegten Gebühr unterwerfen.

Ein Rückkaufs- oder Umtauschvertrag eines einzelnen Aktionärs darf sich nicht, falls der Verwaltungsrat nicht anderweitig beschlossen hat, auf weniger beziehen als den vom Verwaltungsrat für Namensaktionäre beschlossene minimale Haltebetrag.

Wenn ein Rückkauf oder Umtausch oder Verkauf von Aktien den Wert des Aktienbestands einer Klasse eines einzelnen Aktionärs auf weniger als den in den Verkaufsdokumenten für eine Klasse festgelegten Mindestbetrag oder auf einen vom Verwaltungsrat festzulegenden Betrag reduziert wird, kann angenommen werden, dass der betreffende Aktionär den Rückkauf oder den Umtausch seiner sämtlichen Aktien dieser Klasse beantragt hat.

Die Gesellschaft wird keine Übertragung von Aktien in ihrem Register vornehmen, in deren Konsequenz ein Anleger unter den geforderten minimalen Anteil fallen würde.

Die Gesellschaft verlangt von jedem Namensaktionär, der im Namen anderer Anleger handelt, dass jegliche Übertragung von Rechten an den Aktien der Gesellschaft in Übereinstimmung mit den anwendbaren Anlagegesetzen des Rechtsgebietes erfolgt, in dem die Übertragung stattfindet, und dass in nicht regulierten Rechtsgebieten eine solche Übertragung in Übereinstimmung mit dem Erfordernis des minimalen Haltebetrages geschieht.

**Art. 22.** Nach Beschluss des Verwaltungsrats wird der Nettoinventarwert der Aktien einer jeden Klasse durch die Gesellschaft periodisch, jedoch mindestens zweimal im Monat bestimmt, zur Festlegung des Ausgabe-, Rückkaufs- und Umtauschpreises pro Aktie (wobei der Tag, an welchem der Nettoinventarwert bestimmt wird, in der vorliegenden Satzung "Bewertungsstichtag" genannt wird). Abhängig von dem Umfang der Ausgaben, Rückkäufe oder Umtausche, behält sich die Gesellschaft das Recht vor, den Nettoinventarwert pro Aktie anzupassen durch Handels- und anderer Kosten und steuerlichen Abgaben, die bei effektivem Erwerb oder Verkauf von Vermögenswerten in den betroffenen Teilfonds zu zahlen wären, falls die Nettoaktivität des Kapitals infolge aller Ausgaben, Rückkäufe oder Umtausche von Aktien in jedem Teilfonds den Schwellen-Prozentsatz, wie er von Zeit zu Zeit durch die Gesellschaft festgesetzt wird, überschreitet im Hinblick auf die Nettovermögenswerte der Teilfonds an einem bestimmten Bewertungsstichtag (im folgenden "Swing Pricing Technik").

Die Gesellschaft kann die Bestimmung des Nettoinventarwerts der Aktien jedes Teilfonds, die Ausgabe und den Rückkauf der Aktien dieses Teilfonds, sowie den Umtausch von Aktien eines jeden Teilfonds aussetzen, falls dies dem Verwaltungsrat auf Grund aussergewöhnlicher Umstände notwendig erscheint; solche Umstände liegen vor:

a) für jede Periode während welcher eine der wichtigsten Wertpapierbörsen oder geregelten Märkte, an denen ein überwiegender Teil der auf einen bestimmten Teilfonds bezogenen Anlagen der Gesellschaft notiert ist, aus einem anderen Grund als dem des üblichen Feiertags geschlossen ist, oder während welcher der Handel begrenzt oder vorübergehend eingestellt ist;

b) im Falle einer Notlage, infolge welcher sich die Verfügbarkeit oder die Bestimmung der von der Gesellschaft gehaltenen Vermögenswerte unpraktikabel oder nicht akkurat wäre oder ernsthaft die Interessen der Aktionäre der Gesellschaft beeinträchtigen würde; oder

c) im Falle des Ausfalls der normalerweise bei der Bestimmung des Preises oder des Wertes der teilfondsspezifischen Anlagen oder der laufenden Preise oder Werte an jedweder Wertpapierbörse gebrauchten Kommunikationsmittel; oder

d) während jeder Periode, in welcher die Gesellschaft die Rückführung der Gelder zwecks Zahlung des Rückkaufspreises solcher Aktien eines bestimmten Teilfonds nicht bewerkstelligen kann oder während welcher jedwede Übertragung von Geldern für die Realisierung oder den Kauf von Anlagen oder für die Zahlung des Rückkaufspreises dieser Aktien nach Meinung der Verwaltungsratsmitglieder nicht zu üblichen Wechselkursen erfolgen kann.

Soweit angebracht und wie in den Verkaufsdokumenten beschrieben, wird diese vorübergehende Einstellung von der Gesellschaft den Anlegern, die Aktien beantragt haben, bekanntgegeben, und den Aktionären, welche den Rückkauf oder den Umtausch ihrer Aktien durch die Gesellschaft beantragen, und zwar zum Zeitpunkt der Einreichung des schriftlichen Rücknahme- oder Umtauschantrags.

Solange die Berechnung des Nettoinventarwerts eingestellt ist, werden keine Aktien ausgegeben, zurückgekauft oder umgetauscht. In diesem Fall können Zeichnungsanträge für Aktien, Rückkaufs- oder Umtauschanträge widerrufen werden, sofern der Gesellschaft eine Widerrufsbenachrichtigung vor Ende der vorübergehenden Einstellung zugeht; falls sie nicht zurückgezogen werden, werden Zeichnungsanträge für Aktien-, Rückkaufs- und Umtauschanträge am ersten Bewertungsstichtag nach Aufhebung der vorübergehenden Einstellung bearbeitet, und zwar auf Grundlage des Zeichnungs-, Rückkaufs- oder Umtauschpreises (wie relevant), der an diesem Tag gültig ist. Die vorübergehende Einstellung bezüglich irgendeines Teilfonds wird keine Folge auf die Festlegung des Inventar-, Ausgabe-, Rückkauf- und Umtauschpreises der anderen Teilfonds haben.

**Art. 23.** Der Nettoinventarwert der Aktien eines Teilfonds der Gesellschaft wird in der vom Verwaltungsrat festgelegten Währung der entsprechenden Klasse als Pro-Aktie-Wert ausgedrückt und, nicht weniger als zwei Mal im Monat, für jeden Bewertungsstichtag festgelegt, indem der Nettovermögenswert des entsprechenden Teilfonds, welcher dem an diesem Datum auf den entsprechenden Teilfonds bezogenen Wert des Vermögens der Gesellschaft, abzüglich der auf diesen Teilfonds fallenden und vom Verwaltungsrat festgelegten Verbindlichkeiten entspricht, durch die Anzahl der ausstehenden Aktien eines Teilfonds dividiert und im Hinblick auf Handelsgebühren, Swing Pricing Technik oder steuerliche

Änderungen, soweit sie nach Ermessen des Verwaltungsrates zu berücksichtigen sind, angepasst wird und durch Ab- oder Aufrunden des Resultats auf die nächste Währungseinheit in folgender Weise festgelegt wird:

A. Die Vermögenswerte der Gesellschaft umfassen:

- a) sämtliche Bar- oder Kontoguthaben, einschliesslich der aufgelaufenen Zinsen;
- b) sämtliche Wechsel, Schuldscheine und fällige Forderungen (einschliesslich des Erlöses von verkauften jedoch nicht gelieferten Wertpapieren);
- c) sämtliche Obligationen, Nachsichtwechsel, Anteile, Aktien, Anteile/Aktien an Organismen für gemeinsame Anlagen, Wandel, Schuldverschreibungen, Bezugsrechte, Optionsscheinen, Optionen und Geldmarktmittel und Wertpapiere, welche sich im Besitz der Gesellschaft befinden oder für ihre Rechnung gekauft worden sind;
- d) sämtliche der Gesellschaft geschuldeten Stockdividenden, Bardividenden und Barausschüttungen (vorausgesetzt, die Gesellschaft kann Berichtigungen im Hinblick auf die durch den Handel mit Ex-Dividenden, Ex-Bezugsrechten oder ähnliche Praktiken bedingten Schwankungen des Marktwertes der Wertpapiere vornehmen);
- e) sämtliche auf den von der Gesellschaft gehaltenen verzinslichen Wertpapieren aufgelaufene Zinsen, ausser wenn diese Zinsen im Nennwert des entsprechenden Wertpapiers inbegriffen oder wiedergegeben sind;
- f) die Gründungskosten der Gesellschaft, insofern sie nicht abgeschrieben wurden; und
- g) alle sonstigen Vermögenswerte jedweder Art, einschliesslich der Rechnungsabgrenzungsposten.

Der Wert dieser Vermögenswerte wird folgendermassen festgelegt:

- (a) Der Wert einer Anlage, die an jedweder Wertpapierbörse oder jedwedem geregelten, anerkannten für das Publikum offenen und ordnungsgemäß funktionierenden Markt notiert ist, basiert auf dem zuletzt der Gesellschaft zur Verfügung stehenden Preis, wobei der Wert einer Anlage, die an mehreren Wertpapierbörsen oder Märkten notiert ist, derjenige des Hauptmarktes ist.

(b) Der Wert einer Anlage, die nicht an einer Wertpapierbörse oder einem geregelten, anerkannten, für das Publikum offenen und ordnungsgemäß funktionierendem Markt notiert ist, wird auf Grundlage des zuletzt zur Verfügung stehenden Preises berechnet. Sollte der zuletzt zur Verfügung stehende Preis nicht den wahren Marktwert einer Anlage reflektieren, dann wird diese Anlage nach dem wahrscheinlichen Verkaufspreis, wie vom Verwaltungsrat nach gutem Glauben festgelegt, bewertet.

(c) Swaps werden auf der Grundlage des Marktwertes errechnet, der auf dem Basiswert (am Ende des Geschäftstages oder innertages) und auf den Merkmalen der zugrunde liegenden Verpflichtungen beruht;

(d) Aktien oder Anteile in zugrunde liegenden offenen Investmentfonds werden nach dem zuletzt zur Verfügung stehenden Preis bewertet;

(e) Flüssige Vermögenswerte und Geldmarktinstrumente werden bewertet nach ihrem Nominalwert plus etwaiger aufgelaufener Zinsen oder auf amortisierter Kostenbasis. Alle anderen Vermögenswerte, soweit dies von der Praxis erlaubt wird, werden in der gleichen Weise bewertet; kurzfristige Anlagen, die eine Restlaufzeit von einem Jahr oder weniger haben, werden bewertet (i) nach ihrem Marktwert oder (ii) falls der Marktwert nicht zur Verfügung steht oder nicht repräsentativ ist, nach den amortisierten Kosten;

(f) der Wert sämtlicher Bar- oder Kontoguthaben, Wechsel, Schuldscheine, vorausgezahlter Auslagen, Bardividenden und erklärter oder aufgelaufener Zinsen, wie zuvor beschrieben, soll, solange die Zahlung noch nicht erfolgt ist, mit dem vollen Betrag angesetzt werden; es sei denn, dass die Zahlung dieses vollen Betrages unwahrscheinlich ist, in welchem Fall der Wert sich nach einem Abschlag bestimmt, der nach Meinung des Verwaltungsrates den wahren Wert widerspiegelt.

Für den Fall, dass eine solche Bewertung auf Grund aussergewöhnlicher Umstände unpraktikabel oder unangemessen wird, können andere Bewertungsmethoden zwecks einer fairen Bewertung der Vermögenswerte der Gesellschaft angewandt werden, sofern der Verwaltungsrat der Meinung ist, dass eine andere Methode den Wert oder Liquidationswert der Anlagen besser wiedergibt und mit der Verwaltungspraxis vereinbar ist.

B. Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft umfassen:

- a) sämtliche Darlehen, Wechselverbindlichkeiten und Verpflichtungen;
- b) sämtliche aufgelaufenen oder zahlbaren Verwaltungsausgaben (einschliesslich der Anlageberatergebühren, der Verwahrungsgbühr und der Vergütung des Verwaltungsbevollmächtigten);
- c) sämtliche jetzigen und zukünftigen bekannten Verbindlichkeiten, einschliesslich sämtlicher fällig gewordener vertraglicher Verpflichtungen zur Zahlung in bar oder in Gütern, einschliesslich des Betrags jedweder von der Gesellschaft festgesetzten nicht ausgeschütteten Dividenden, sofern der Abschlußtag mit dem Stichtag für die Feststellung der dividendenberechtigten Person übereinstimmt oder diesem folgt;
- d) eine von der Gesellschaft von Zeit zu Zeit festgelegte angemessene Rückstellung für bis zum Bewertungsstichtag aufgelaufene Steuern auf das Kapital und die Erträge und andere Verbindlichkeiten, soweit Ermächtigung und Zustimmung des Verwaltungsrates vorliegen;
- e) sämtliche sonstige Verbindlichkeiten jedweder Art der Gesellschaft, mit Ausnahme der durch Gesellschaftsaktien verkörperten Verbindlichkeiten. Bei der Bestimmung der Höhe dieser Verbindlichkeiten hat die Gesellschaft sämtliche von der Gesellschaft zu zahlenden Ausgaben zu berücksichtigen; diese Ausgaben umfassen die Gründungskosten, die Vergütungen für Anlageberater, Anlageverwalter oder Verwaltungsgesellschaft, Vergütungen und Kosten für ihre Verwal-

tungsratsmitglieder und Geschäftsführer, Buchhalter, die Depotbank, Korrespondenzbanken, Domizilstelle, Registrierungsstelle und Übertragungsstellen, jedwede Zahlstellen und ständigen Vertreter an den Registrierungsstellen, jedwede sonstige durch die Gesellschaft angestellte Agenten, Kosten und Gebühren im Zusammenhang mit der generellen Betriebsstruktur der Gesellschaft, die Registrierung der Gesellschaftsaktien an jedweder Börse oder für den Erhalt einer Notierung an einem anderen regulierten Markt, Gebühren für Rechtsbeistand und Buchprüfungsdienstleistungen, die Förderungs-, Druck-, Berichterstellungs- und Veröffentlichungskosten, einschliesslich der Werbekosten, der Kosten für die Ausarbeitung, den Druck von Prospekten, erklärende Memoranden oder Registrierungsanträge, Zwischen- oder Jahresberichte, die Steuern oder von der Regierung erhobenen Gebühren und alle anderen Betriebskosten, einschliesslich der Kosten für den Kauf und den Verkauf von Vermögenswerten für Transaktionen der Aktionäre anfallende Gebühren, Zinsen, Kosten für Währungstausch, Bank- und Courtagegebühren, Versandkosten, Telefon- und Telexgebühren. Die Gesellschaft kann die Verwaltungskosten und sonstige regelmässig wiederkehrende Kosten im Voraus für ein Jahr oder jedwede andere Periode veranschlagen und diese gleichmässig über diese Zeitspanne verteilen.

C. Es wird ein Portfolio für jeden Teilfonds gebildet:

(a) der Erlös der Ausgabe eines oder mehrerer Teilfonds wird in den Gesellschaftsbüchern dem für diesen Teilfonds oder mehreren Teilfonds gebildeten Portfolio zugeteilt, und die Aktiva und Passiva sowie Einkünfte und Ausgaben gemäss den Bestimmungen des vorliegenden Artikels dem entsprechenden Portfolio zugeordnet werden;

(b) falls innerhalb eines Portfolios spezifische Vermögenswerte durch die Gesellschaft für einen bestimmten Teilfonds gehalten werden, so wird der Wert dieser Vermögenswerte dem betroffenen Teilfonds zugeteilt, und zum Zeitpunkt des Erwerbs wird der Kaufpreis von dem Anteil des anderen Nettovermögenswert des betroffenen Portfolios, der andernfalls hierzuzuzählen wäre, abgezogen.

(c) falls ein Vermögenswert sich aus einem anderen Vermögenswert ergibt, so wird dieser abgeleitete Vermögenswert in den Gesellschaftsbüchern demselben Portfolio oder, falls zutreffend, demselben Teilfonds zugeordnet wie diejenigen Vermögenswerte, von welchem er abgeleitet wurde, und anlässlich jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird die Wertsteigerung oder die Wertminderung dem entsprechenden Portfolio und/oder Teilfonds zugeordnet;

(d) falls die Gesellschaft eine Verbindlichkeit eingeht, welche in Verbindung mit einem Vermögenswert eines bestimmten Portfolios oder Teilfonds oder mit irgendeinem Geschäft im Zusammenhang mit einem Vermögenswert eines bestimmten Portfolios oder Teilfonds steht, so wird die betreffende Verbindlichkeit dem entsprechenden Portfolio und/oder Teilfonds zugeordnet;

(e) falls Vermögenswerte oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft keinem bestimmten Portfolio oder Teilfonds zugeordnet werden können, wird der betreffende Vermögenswert oder die Verbindlichkeit gleichmässig auf sämtliche Portfolios verteilt oder, soweit es die Summe der Verbindlichkeitsrechte rechtfertigt, anteilmässig auf den Nettovermögenswert der Portfolios oder, wo im Einzelfall relevant, der Teilfonds verteilt.

(f) bei der Zahlung von Dividenden an berechnete Personen eines Teilfonds, wird der Betrag dieser Dividenden vom Nettovermögenswert dieses Teilfonds in Abzug gebracht.

(g) bei der Zahlung einer Ausgabe, die einem bestimmten Portfolio oder einem bestimmten Teilfonds zuzuordnen ist, wird der entsprechende Betrag von den Vermögenswerten des betroffenen Portfolios abgezogen und, wo relevant, von dem Anteil des Nettovermögenswertes des betroffenen Teilfonds abgezogen;

(h) wenn, wie unter Artikel 5 beschrieben, eine oder mehrere Klassen innerhalb desselben Teilfonds geschaffen wurden, wenden sich die oben genannten Zuteilungsregelungen, mutatis mutandis, auf solche Klassen an.

D. Jedes Portfolio aus Vermögenswerten und Verbindlichkeiten besteht aus einer Masse von übertragbaren Wertpapieren, Geldmarktinstrumenten oder anderen Vermögenswerten, in welche die Gesellschaft investieren darf, und die Berechtigung aus den von der Gesellschaft ausgegebenen Aktienklassen im Hinblick auf dieses Portfolio ändern sich gemäss den nachfolgend aufgeführten Vorschriften.

Zusätzlich können innerhalb jedes Portfolios für Rechnung einer oder mehrerer bestimmten Aktienklasse(n) Vermögenswerte gehalten werden, die klassenspezifisch sind und getrennt von den gemeinsamen Vermögenswerten der Aktienklassen dieses Portfolios gehalten werden, und in Bezug auf solche Aktienklassen können spezifische Verbindlichkeiten eingegangen werden.

Der Anteil der Vermögensmasse, der allen Aktienklassen innerhalb dieses Portfolios gemeinsam ist, wird festgelegt unter Berücksichtigung von Ausgaben, Rückkäufen, Ausschüttungen und Zahlungen von klassenspezifischen Ausgaben oder Einkommensanteilen oder Liquidationserlösen, wobei die unten aufgeführten Bewertungsregeln jeweils anwendbar sind.

Der Prozentsatz des Nettovermögens der gemeinsamen Masse jedwedes beliebigen Portfolios, der einer spezifischen Aktienklasse zuzuteilen ist, wird wie folgt bestimmt:

1) anfänglich steht der Prozentsatz des Nettovermögens der gemeinsamen Masse, der einer Aktienklasse zuzuteilen ist, proportional zu der jeweiligen Anzahl der Aktien jeder Aktienklasse zum Zeitpunkt der ersten Ausgabe der Aktien einer neuen Klasse;

2) der eingezahlte Kaufpreis bei Ausgabe der Aktien einer bestimmten Klasse wird der gemeinsamen Masse zugeteilt und führt zu einer Steigerung des Anteils der gemeinsamen Masse, die der betroffenen Aktienklasse zugehörig ist;



3) falls die Gesellschaft im Hinblick auf eine Aktienklasse bestimmte Vermögenswerte erwirbt oder klassenspezifische Ausgaben zahlt (einschließlich Ausgaben, welche die im Hinblick auf andere Aktienklassen zu zahlenden Ausgaben überschreiten) oder bestimmte Ausschüttungen tätigt oder bzgl. Aktien einer bestimmten Aktienklasse den Rückkaufspreis auszahlt, wird der Anteil der gemeinsamen Masse, die der entsprechenden Aktienklasse zuzuteilen ist, gemindert um den Erwerbspreis solcher klassenspezifischen Vermögenswerte, den klassenspezifischen Ausgaben, den Ausschüttungen getätigt auf die Aktien dieser Aktienklasse oder um den Rückkaufspreis, der bei Rückkauf von Aktien dieser Klasse gezahlt wird;

4) der Wert klassenspezifischer Vermögenswerte und der Gesamtbetrag der klassenspezifischen Vermögenswerte werden nur derjenigen Aktienklasse oder denjenigen Aktienklassen zugeteilt, auf die sich solche Vermögenswerte oder Verbindlichkeiten beziehen, und dies wird des Nettoinventarwert pro Aktie der betroffenen Aktienklasse(n) steigern oder mindern; E. Zum Zwecke des vorliegenden Artikels:

a) gelten die zur Zeichnung akzeptierten, aber noch nicht bezahlten Aktien unverzüglich nach Geschäftsabschluss an dem Bewertungsstichtag, an dem der Ausgabepreis errechnet wurde, als bestehend, und dieser Preis wird, bis er von der Gesellschaft erhalten worden ist, als Forderung der Gesellschaft angesehen;

b) gelten die gemäss Artikel 21 der vorliegenden Satzung zurückzukaufenden Aktien bis unverzüglich nach Geschäftsabschluss an dem im vorliegenden Artikel bezeichneten Bewertungsstichtag als bestehend und werden als solche berücksichtigt und gelten ab diesem Tag und bis zur Zahlung des Preises als Verbindlichkeit der Gesellschaft;

c) werden sämtliche Anlagen, flüssige Mittel und sonstigen Vermögenswerte der Gesellschaft, welche nicht in der Währung des Nettovermögenswertes der entsprechenden Klasse ausgedrückt sind, unter Berücksichtigung des am Bewertungsstichtags des Nettovermögenswertes der Aktien geltenden Wechselkurse bewertet; und

d) werden an einem Bewertungsstichtag die von der Gesellschaft an diesem Bewertungsstichtag abgeschlossenen Käufe oder Verkäufe von Wertpapieren soweit wie möglich berücksichtigt. Der Verwaltungsrat kann beschliessen, dass der Nettoinventarwert der Aktien jedes Teilfonds zum mittleren Marktkurs in andere Währungen als die Referenzwährung des betroffenen Teilfonds, wie oben beschrieben, umgewandelt wird, und in diesem Fall wird der Ausgabe- und Rückkaufspreis pro Aktie dieses Teilfonds ebenfalls in der nach der Umrechnung entstandenen Währung ausgedrückt.

Der Nettoinventarwert kann durch den Verwaltungsrat angepasst werden, wenn diesem eine solche Anpassung zur Berücksichtigung von unter anderem Handelsgebühren, Handelsmargen, steuerlichen Abgaben und potenziellen Auswirkungen des Marktes, die durch die Transaktionen der Aktionäre entstehen, angemessen erscheint.

#### **Art. 24.**

1) Der Verwaltungsrat kann die Vermögensmassen, welche für jeden Teilfonds gebildet wurden (nachstehend ein "Teilnehmender Teilfonds"), ganz oder teilweise miteinander anlegen und verwalten, soweit dies im Hinblick auf ihre jeweiligen Anlagebereiche anwendbar ist. Jede solche erweiterte Vermögensmasse (eine "Erweiterte Vermögensmasse") wird durch Überweisung in bar oder (vorbehaltlich der unten erwähnten Einschränkungen) anderer Vermögenswerte durch jeden Teilnehmenden Teilfonds aufgestellt. Danach kann der Verwaltungsrat zu jeder Zeit weitere Überweisungen an die Erweiterte Vermögensmasse tätigen. Der Verwaltungsrat kann ebenfalls Vermögenswerte von der Erweiterten Vermögensmasse an einen Teilnehmenden Teilfonds überweisen; eine solche Überweisung ist jedoch auf die Beteiligung des betreffenden Teilfonds an der Erweiterten Vermögensmasse begrenzt. Vermögenswerte ausser Bargeld können einer Erweiterten Vermögensmasse nur überwiesen werden, falls diese Vermögenswerte für den Anlagebereich der betreffenden Erweiterten Vermögensmasse geeignet sind.

2) Die Vermögenswerte der Erweiterten Vermögensmasse, zu denen jeder Teilnehmende Teilfonds anteilig berechtigt ist, werden nach den Vermögenszuweisungen und -entnahmen durch diesen Teilnehmenden Teilfonds und den Zuweisungen und Entnahmen zugunsten der anderen Teilnehmenden Teilfonds bestimmt.

3) Die in Bezug auf die Vermögenswerte in einer Erweiterten Vermögensmasse erhaltenen Dividenden, Zinsen und anderen als Einkommen betrachtbaren Ausschüttungen werden den Teilnehmenden Teilfonds im Verhältnis zu ihren jeweiligen Ansprüchen auf das Vermögen der Erweiterten Vermögensmasse zum Zeitpunkt des Erhaltens der betreffenden Zahlung gutgeschrieben.

**Art. 25.** Wann immer die Gesellschaft Aktien zur Zeichnung anbietet, entspricht der Preis pro Aktie, zu welchem diese Aktien angeboten und verkauft werden, dem vorbezeichneten Nettoinventarwert für die entsprechende Klasse, zuzüglich jedweder Anpassung oder Gebühr, welche unter anderem, aber nicht ausschliesslich, jede anwendbare Swing Pricing Technik beinhaltet, die der Gesellschaft zusteht, sowie solche Verkaufsgebühren, die in den Verkaufsdokumenten festgelegt sind. Der Aktienpreis wird nach dem Ermessen des Verwaltungsrates auf- oder abgerundet. Der so kalkulierte Preis ist innerhalb der in den Verkaufsdokumenten bezeichneten Zeitspanne zu zahlen.

**Art. 26.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember des selben Jahres. Das erste Geschäftsjahr beginnt mit der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2008.

Die Konten der Gesellschaft werden in Euro ausgedrückt. Im Falle verschiedener Teilfonds, wie in Artikel 5 der Satzung vorgesehen, und wenn die Konten dieser Teilfonds in verschiedenen Währungen ausgedrückt sind, werden diese Konten in Euro umgewandelt und zusammengerechnet im Hinblick auf die Festsetzung der Konten der Gesellschaft.



**Art. 27.** Innerhalb der gesetzlichen Grenzen legt die Hauptversammlung der Aktionäre eines Teilfonds oder mehrerer Teilfonds, hinsichtlich derer gemäss Artikel 23 Abschnitt c) eine gemeinsame Vermögensmasse gebildet wurde, im Anschluss an einen entsprechenden Vorschlag des Verwaltungsrates fest, wie mit den jährlichen Einnahmen verfahren werden soll.

Falls der Verwaltungsrat in Übereinstimmung mit Artikel 5 dieser Satzung entscheidet, innerhalb eines Teilfonds zwei Aktienklassen aufzulegen, wobei die eine Aktien der Klasse Dividenden auszahlt ("Dividendenaktien") und die andere Aktienklasse keine Dividenden auszahlt ("Thesaurierende Aktien"), können, gemäss den Bestimmungen dieses Artikels, Dividenden nur festgesetzt und ausgezahlt werden im Hinblick auf Dividendenaktien; keine Dividenden werden festgesetzt und ausgezahlt im Hinblick auf Thesaurierende Aktien.

Festgesetzte Dividenden werden bezüglich Ort, Zeitpunkt und Währung ausgezahlt wie vom Verwaltungsrat beschlossen. Vorläufige Dividenden werden, unter Vorbehalt weiterer gesetzlich festgelegter Bedingungen, nach Verwaltungsratsbeschluss für Aktien jedweden Teilfonds ausgezahlt.

Es darf keine Ausschüttung vorgenommen werden, wenn dadurch das Kapital der Gesellschaft unter das gesetzliche Minimum fallen würde.

Es werden keine Dividenden ausgezahlt, falls deren Betrag geringer ist als fünfzig Euro (50 EUR) oder dem entsprechenden Wert in einer anderen Währung oder jedem anderen Betrag, wie er von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat festgesetzt wird und in den Verkaufsdokumenten der Gesellschaft veröffentlicht wird. Ein solcher Betrag wird automatisch reinvestiert.

**Art. 28.** Die Gesellschaft muss einen Vertrag mit einer Bank, welche die Bedingungen des Gesetzes von 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen, erfüllt (die "Depotbank"), abschliessen. Sämtliche Bankguthaben und Wertpapiere der Gesellschaft werden von der Depotbank oder zu ihren Gunsten verwahrt, welche gemäss des Gesetzes von 2002 gegenüber der Gesellschaft und den Aktieneigentümern haftet.

Wünscht die Depotbank vom Vertrag zurückzutreten, so hat sich der Verwaltungsrat innerhalb von zwei Monaten um eine neue Gesellschaft zu bemühen, die als Depotbank handeln soll, und sie als Depotbank zu benennen. Die Verwaltungsratsmitglieder dürfen den Vertrag mit der Depotbank lösen, aber sie nicht ihres Amtes entheben, bevor eine Nachfolgebank gemäss dieser Vorschrift ernannt wurde.

Jede Kontoeröffnung im Namen der Gesellschaft, sowie jede für diese Konten ausgestellte Vollmacht bedarf der vorherigen Zustimmung und Ratifikation durch den Verwaltungsrat.

Die Gesellschaft kann einen Verwaltungsvertrag mit einer Verwaltungsgesellschaft, welche die Bedingungen des Kapitels 13 des Gesetzes von 2002 erfüllt (die "Verwaltungsgesellschaft"), abschliessen; im Anschluss hieran bestimmt die Gesellschaft die Verwaltungsgesellschaft dazu für sie Dienstleistungen im Hinblick auf Anlageverwaltung, Verwaltung und Marketing zu erbringen.

**Art. 29.** Im Falle der Auflösung der Gesellschaft erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren (welche natürliche Personen oder Rechtspersonen sein können), die von der die Auflösung beschließenden Versammlung der Aktionäre ernannt werden, die ebenfalls ihre Befugnisse und ihre Vergütung festlegt.

Ein Teilfonds wird auf Grundlage eines Beschlusses des Verwaltungsrats durch den zwangsweisen Rückkauf seiner Aktien aufgelöst:

- a) falls der Nettoinventarwert des Teilfonds unter EUR 20 Millionen oder den entsprechenden Betrag in einer anderen Währung gefallen ist,
- b) falls eine Änderung in der ökonomischen oder politischen Situation, die für den Teilfonds von Bedeutung ist, ernsthafte negative Auswirkungen für die Anlage des Teilfonds haben würde, oder
- c) zwecks einer wirtschaftlichen Rationalisierung.

Der Rückkaufspreis ist der Nettoinventarwert pro Aktie (unter Berücksichtigung der tatsächlichen Erlöses aus der Liquidierung der Anlagen und Liquidationskosten), welcher an dem Bewertungsstichtag festgelegt wird, an dem eine solche Entscheidung wirksam wird.

Die Gesellschaft lässt den betroffenen Aktionären vor Beginn des zwangsweisen Rückkaufs eine schriftliche Mitteilung zukommen, welche die Gründe für den Rückkauf und den Ablauf der Rückkaufsaktion darlegt. Die Aktionäre werden schriftlich benachrichtigt. Sofern im Interesse der oder zwecks Gleichbehandlung aller Aktionäre kein anderslautender Beschluss ergeht, können die Aktionäre des betroffenen Teilfonds weiterhin gebührenfreie Rückkaufs- und Umtauschanträge stellen bis zum Beginn des zwangsweisen Rückkaufs, wobei die tatsächlichen Erlöse aus der Liquidierung der Anlagen und Liquidationskosten berücksichtigt werden.

Ungeachtet der durch den vorstehenden Abschnitt dem Verwaltungsrat übertragenen Rechte, kann die Hauptversammlung der Aktionäre jedweden Teilfonds, nach entsprechendem Vorschlag durch den Verwaltungsrat, alle Aktien eines solchen Teilfonds zurückkaufen und den Aktionären den Nettoinventarwert ihrer Aktien (unter Berücksichtigung der tatsächlichen Preise für die Liquidierung der Anlagen und Liquidationskosten) zurückerstatten, so wie errechnet an dem Bewertungsstichtag, an dem eine solche Entscheidung in Kraft tritt. Für solche Hauptversammlungen von Aktionären gibt es keine Beschlussfähigkeitsvorschriften und jedweder Beschluss soll durch einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenden Personen gefasst werden, solange eine solche Entscheidung nicht zur Liquidation der Gesellschaft führt.

Vermögenswerte, die den Berechtigten nach Umsetzung des Rückkaufes nicht ausgezahlt werden, werden für einen Zeitraum von sechs Monaten bei der Depotbank deponiert; nach diesem Zeitraum werden die Vermögenswerte treuhänderisch bei der Caisse de Consignation in Luxemburg im Namen der berechtigten Personen hinterlegt;

Alle zurückgekauften Aktien werden annulliert.

Unter den im vorstehenden Paragraphen genannten Bedingungen dieses Artikels kann der Verwaltungsrat beschliessen, die Vermögenswerte eines Teilfonds einem anderen Teilfonds der Gesellschaft oder einem anderen luxemburgischen Organismus für gemeinsame Anlagen, der unter Teil I des Gesetzes von 2002 fällt, zuzuteilen und die Aktien des betroffenen Teilfonds als Aktien eines anderen Teilfonds oder eines luxemburgischen Organismus für gemeinsame Anlagen zu kennzeichnen (falls nötig in Folge einer Teilung oder einer Verschmelzung und unter Zahlung eines entsprechenden Betrages bzgl. jedweden Bruchteils an die Aktionäre). Eine solche Entscheidung wird den betroffenen Aktionären einen Monat vor Inkrafttreten dieser Verschmelzung mitgeteilt, um den Aktionären einen Antrag auf gebührenfreien Rückkauf oder Umtausch während dieses Zeitraums zu ermöglichen (ausserdem enthält die Mitteilung zusätzliche Informationen hinsichtlich des Teilfonds oder des luxemburgischen Organismus für gemeinsame Anlagen. Im Falle von Verschmelzung in einen anderen Organismus für gemeinsame Anlagen in Form eines Sondervermögens wird die Entscheidung für solche Aktionäre des betroffenen Teilfonds bindend, welche ausdrücklich der Verschmelzung zustimmen.

**Art. 30.** Die vorliegende Satzung kann von einer Versammlung der Aktionäre, unter Beachtung der Luxemburger Gesetze zu Beschlussfähigkeit und Stimmabgabe abgeändert werden. Jegliche Abänderung bezüglich der Rechte von Aktionären einer bestimmten Klasse gegenüber Aktien einer anderen Klasse unterliegt desweiteren den Beschlussfähigkeits- und Stimmabgabenbestimmungen der betreffenden Klasse.

**Art. 31.** Sämtliche nicht in der vorliegenden Satzung vorgesehenen Angelegenheiten unterliegen dem Gesetz vom 10. August 1915 betreffend Handelsgesellschaften, in seiner abgeänderten Fassung, und dem Gesetz von 2002.

#### *Kapitalzeichnung*

Der Erschienene hat die Aktien wie folgt gezeichnet und eingezahlt:

Aktionär	gezeichnetes Kapital EUR	Anzahl bezahlter Aktien
Akbank T.A.S., vorbenannt .....	31.000	310
Gesamt: .....	31.000	310

Diese Zahlungen wurden dem unterzeichneten Notar nachgewiesen, welcher bestätigt, dass die Bedingungen des Artikels 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 eingehalten wurden.

#### *Bescheinigung*

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

#### *Kosten*

Der Betrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen oder Lasten, die unter irgendeiner Form der Gesellschaft zu Lasten fallen oder sonst aufgrund der Gründung von ihr getragen werden, werden auf EUR 7.500,- geschätzt.

#### *Ausserordentliche Generalversammlung*

Alsdann hat der Erschienene, welcher das gesamte Aktienkapital vertritt und welcher sich als rechtens einberufen bekennt, folgende Beschlüsse getroffen.

#### *Erster Beschluss*

Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden für eine Amtszeit bis zur nächsten jährlichen Hauptversammlung ernannt:

- Mr Cem Yalçinkaya, Chief Executive Officer, AK Asset Management, Istanbul
- Mr Atıl Özus, Chief Financial Officer, Executive Vice President, Akbank T.A.S.
- Mr Ertuğ Tümen, Executive Vice President, AK Asset Management, Istanbul
- Mr Tuncer Mutlucan, Managing Director, Akbank NV

#### *Zweiter Beschluss*

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft ist in 31, Z.A. Bourmicht, L-8070 Bertrange, Großherzogtum Luxemburg.

#### *Dritter Beschluss*

Bis zur nächsten jährlichen Hauptversammlung wird Ernst & Young S.A., 7, Parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach, Großherzogtum Luxemburg als Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft benannt.

Der unterzeichnete Notar, der die englische Sprache spricht und versteht, stellt hiermit fest, daß auf Anfrage der obengenannten erschienenen Person, die vorliegende Ausfertigung in Englisch ausgedrückt ist, welcher eine deutsche Übersetzung beiliegt. Auf Anfrage derselben erschienenen Person und im Falle einer Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist der englische Text maßgebend.

Hierauf wurde die vorliegende notarielle Urkunde in Luxemburg aufgesetzt, an dem Tag wie anfangs in diesem Dokument eingetragen.

Nachdem das Dokument der erschienenen Person vorgelesen wurde, die dem Notar bekannt sind durch ihren Namen, Vornamen, zivilen Status und ihrer Herkunft, hat diese Person zusammen mit uns, Notar, die hier vorliegende Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: J.P. MERNIER - H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 mai 2008, LAC/2008/20640. — Reçu mille deux cent cinquante euros (EUR 1.250,-).

Le Receveur (signé): F. SCHNEIDER.

FÜR GLEICHLAUTENDE ABLICHTUNG, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Luxemburg, den achtundzwanzigsten Mai zweitausendacht.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2008068532/242/1421.

(080076925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2008.

**E.P.M. European Portfolio Management S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 92.089.

La soussignée atteste par la présente que suivant la (les) décision(s) de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 9 mai 2008 à 15.30 heures a été nommé gérant unique Monsieur Theodorus W. van Kampen, technicien, né le 3 décembre 1949 à La Haye, Pays-Bas et demeurant UL. Zawiszy Czarnego 30, PL-37700 Przemysl, Pologne à effet du 10 mai 2008 en remplaçant Monsieur Johannes A.H. Wagemans.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 9 mai 2008.

E.P.M. EUROPEAN PORTFOLIO MANAGEMENT S.à.r.l.

Signature

Référence de publication: 2008065558/816/17.

Enregistré à Luxembourg, le 13 mai 2008, réf. LSO-CQ02821. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080073240) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2008.

**MFR Castel Romano Land S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 116.018.

Merci de bien vouloir prendre note que l'associée Fingen Real Estate B.V. a changé de dénomination.

La dénomination actuelle est: Fingen International B.V.

Luxembourg, le 19 mai 2008.

Pour avis sincère et conforme

Pour MFR Castel Romano Land S.à r.l.

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008065559/29/16.

Enregistré à Luxembourg, le 19 mai 2008, réf. LSO-CQ04618. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080073262) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2008.

**Ciro S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 75.024.

En date du 8 avril 2008, ont démissionné avec effet immédiat: M. Paul LUTGEN en sa qualité d'administrateur et d'administrateur-délégué, M. John F. EARDLEY, en sa qualité d'administrateur, EURAUDIT SARL, en sa qualité de Commissaire de la société CIRO S.A.

En date du 8 avril 2008, la Fiduciaire Continentale a dénoncé avec effet immédiat le siège de CIRO S.A. en ses bureaux. Par conséquent, la convention de domiciliation conclue entre la société CIRO S.A. et Fiduciaire Continentale S.A. a été résiliée.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2008065561/504/16.

Enregistré à Luxembourg, le 7 mai 2008, réf. LSO-CQ01631. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080073313) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2008.

---

**Resco Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 29, Z.A. Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 28.886.

En date du 1<sup>er</sup> avril 2008, l'associé SODEXHO LUXEMBOURG S.A., 29, Z.A. Bourmicht, L-8070 Bertrange a changé sa dénomination en:

SODEXHO LUXEMBOURG S.A., 29, Z.A. Bourmicht, L-8070 Bertrange: 500 parts sociales.

Bertrange, le 21 avril 2008.

Pour avis

Michel CROISÉ

Gérant

Référence de publication: 2008065569/534/16.

Enregistré à Luxembourg, le 19 mai 2008, réf. LSO-CQ04365. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080073544) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2008.

---

**Futuris S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-7240 Bereldange, 87, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 102.604.

Démissions de mon poste d'Administrateur-Délégué

Je soussignée Silvia Malaggesi, donne ma démission en qualité d'Administrateur et Administrateur-Délégué de la société Futuris S.A., 87, route de Luxembourg, Bereldange, R.C. n. B 102.604, déjà données par ma lettre de démissions signée en date du 5 octobre 2007, enregistré le 11 octobre 2007, mais jamais publiée sur le Mémorial.

Luxembourg, le 22 mai 2008.

Silvia MALAGGESE.

Référence de publication: 2008065570/9018/14.

Enregistré à Luxembourg, le 22 mai 2008, réf. LSO-CQ06217. - Reçu 89,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080073581) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2008.

---

**UBS (Lux) Structured Sicav 2, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 102.240.

*Résolution circulaire du 7 mars 2008*

Est élu au Conseil d'Administration qu'à partir du 7 mars 2008:

- M. Axel Keufen, 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg pour une période d'un an se terminant à l'assemblée générale annuelle de 2008

Mandat non renouvelé qu'à partir du 6 mars 2008:

- M. Andreas Hensch

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 avril 2008.

*Pour UBS (Lux) Structured Sicav 2*  
UBS Fund Services (Luxembourg) S.A.  
Martin Rausch / Michaela Imwinkelried  
*Associate Director / Executive Director*

Référence de publication: 2008065572/1360/21.

Enregistré à Luxembourg, le 24 avril 2008, réf. LSO-CP08461. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080073516) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2008.

---

**Happy Shoes, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon Ier.  
R.C.S. Luxembourg B 22.086.

Constituée par acte notarié du 25 octobre 1984, par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch/Alzette, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C no. 322 du 28 novembre 1984, modifiée par acte passé devant le même notaire, en date du 26 avril 1988, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C no. 189 du 13 juillet 1988, modifiée par acte passé par-devant le notaire Urbain Tholl, notaire de résidence à Mersch, en date du 29 septembre 1995, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C no. 639 du 15 décembre 1995, modifiée par acte passé par-devant notaire Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange, en date du 13 mars 1998, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C no. 445 du 19 juin 1998, modifiée par acte passé par-devant le même notaire en date du 16 avril 1998, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C no. 545 du 27 juillet 1998, modifiée par acte passé par-devant notaire Georges d'Huart, notaire de résidence à Pétange, en date du 1<sup>er</sup> juillet 1999, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C no. 782 du 21 octobre 1999.

Il résulte des décisions prises par les associés en date du 5 mai 2008, que:

- Madame Marie Steines-Meder, demeurant à L-6437 Echternach, 8, rue Ermesinde, a été nommée gérante technique avec pouvoir d'engager valablement la société en toutes circonstances par sa signature individuelle;
  - Madame Théa Steines, demeurant à L-7473 Schoenfels, 9, Kremesch Oicht, a été nommée gérante administrative.
- Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 mai 2008.

*Pour Happy Shoes S.à.r.l.*  
Fiduciaire Fibetrust  
Signature

Référence de publication: 2008065575/770/29.

Enregistré à Luxembourg, le 8 mai 2008, réf. LSO-CQ01732. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080073444) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2008.

---

**Société du Vieux Moulin de Bourscheid s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9164 Bourscheid, Bourscheid-Moulin.  
R.C.S. Luxembourg B 103.137.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21.05.2008.

FIDUCIAIRE ROLAND KOHN  
259, ROUTE D'ESCH, L-1471 LUXEMBOURG  
Signature

Référence de publication: 2008065554/596/15.

Enregistré à Luxembourg, le 23 avril 2008, réf. LSO-CP07908. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080073367) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2008.

---

**Luxaviation S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1110 Findel, Aéroport de Luxembourg.  
R.C.S. Luxembourg B 40.404.

Il résulte du P.-V. de l'assemblée générale des actionnaires tenue à Luxembourg le 8 mai 2008 que Madame Cordula BIDOLI a démissionné de son mandat d'administrateur avec effet au 31 juillet 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

Signature

*Mandataire*

Référence de publication: 2008065556/607/15.

Enregistré à Luxembourg, le 19 mai 2008, réf. LSO-CQ04595. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080073187) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2008.

---

**Mondoor Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 48.996.

Le bilan de la société au 31 décembre 2003 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2008065478/655/14.

Enregistré à Luxembourg, le 16 mai 2008, réf. LSO-CQ03875. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080073101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2008.

---

**Zeimes Marc, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9760 Lellingen, 1, Op de Leeën.  
R.C.S. Luxembourg B 107.570.

Le bilan au 31.12.2002 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 22.05.2008.

CANNIVY Joseph.

Référence de publication: 2008065541/7125/12.

Enregistré à Diekirch, le 22 mai 2008, réf. DSO-CQ00156. - Reçu 89,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080073545) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2008.

---

**Dulux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3899 Foetz, 8, rue Théodore de Wacquant.  
R.C.S. Luxembourg B 63.345.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le lundi 19 mai 2008.

*Pour la société*

M<sup>e</sup> Martine DECKER

*Notaire*

Référence de publication: 2008065735/241/13.

(080073221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2008.

---



**Techno-Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8088 Bertrange, 14, Domaine des Ormillés.  
R.C.S. Luxembourg B 28.392.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mondorf-les-Bains, le 21 mai 2008.

POUR COPIE CONFORME

Roger ARRENSDORF

Notaire

Référence de publication: 2008065734/218/13.

(080073606) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2008.

**Drej Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.  
R.C.S. Luxembourg B 49.070.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 avril 2008.

Fiduciaire B+C s.à.r.l., Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2008065731/7759/14.

Enregistré à Luxembourg, le 15 avril 2008, réf. LSO-CP05276. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080073071) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2008.

**Agence Uelzecht S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4010 Esch-sur-Alzette, 16, rue de l'Alzette.  
R.C.S. Luxembourg B 87.635.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 mai 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008065457/607/12.

Enregistré à Luxembourg, le 9 mai 2008, réf. LSO-CQ02400. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080073168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2008.

**Mondoor Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 48.996.

Le bilan de la société au 31 décembre 2002 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008065480/655/14.

Enregistré à Luxembourg, le 16 mai 2008, réf. LSO-CQ03872. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080073102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2008.

**Novenergia General Partner S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.  
R.C.S. Luxembourg B 118.571.

Le Conseil d'administration prend acte de la démission de Monsieur Antonio Jorge VIEGAS DE VASCONCELOS de son poste d'administrateur de la société reçue le 31 mars 2008.

Pour extrait sincère et conforme  
Pour NOVENERGIA GENERAL PARTNER S.A.  
FIDUCIAIRE MANACO S.A.  
Régis DONATI / Mohammed KARA  
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2008065557/545/16.

Enregistré à Luxembourg, le 21 mai 2008, réf. LSO-CQ05679. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080073237) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2008.

**UBS (Lux) Structured Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 101.286.

*Résolution circulaire du 7 mars 2008*

Est élu au Conseil d'Administration qu'à partir du 7 mars 2008:

- M. Axel Keufen, 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg pour une période d'un an se terminant à l'assemblée générale annuelle de 2008

Mandat non renouvelé qu'à partir du 6 mars 2008:

- M. Andreas Hensch

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 avril 2008.

Pour UBS (Lux) Structured Sicav  
UBS Fund Services (Luxembourg) S.A.  
Martin Rausch / Michaela Imwinkelried  
Associate Director / Executive Director

Référence de publication: 2008065573/1360/21.

Enregistré à Luxembourg, le 24 avril 2008, réf. LSO-CP08457. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080073509) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2008.

**LF Open Waters OP, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.  
R.C.S. Luxembourg B 122.218.

Herr Holger Schmitz, Berufsanschrift: 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg ist mit Wirkung vom 8. August 2007 von seiner Funktion als Verwaltungsratsmitglied zurückgetreten. Herr Thorsten Teichert, Berufsanschrift: 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg ist mit Wirkung vom 9. August 2007 bis zum 8. August 2013 zum neuen Verwaltungsratsmitglied bestellt worden. Herr Holger Schmitz ist mit Wirkung vom 9. August 2007 zum Geschäftsführer der Gesellschaft ernannt worden.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, im September 2007.

LF Open Waters OP  
Unterschrift

Référence de publication: 2008065581/1999/18.

Enregistré à Luxembourg, le 22 novembre 2007, réf. LSO-CK05898. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080073379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2008.

**Babcock & Brown Helios Lux S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2721 Luxembourg, 4, rue Alphonse Weicker.

R.C.S. Luxembourg B 124.495.

—  
*Extrait suite aux changements de gérants*

Par la résolution de l'actionnaire unique du 6 mai 2008, le changement suivant a été décidé:

- Démission de Serge Morel, né le 28 février 1965 à Clermont-Ferrand en France résidant professionnellement au 4, rue Alphonse Weicker, L-2721, en tant que gérant de la Société;

- Nomination de Caroline Bonald, née le 16 février 1970 à Fréjus en France résidant professionnellement au 4, rue Alphonse Weicker, L-2721, en tant que gérant de la Société;

Pour extrait conforme, délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 mai 2008.

Caroline BONALD

*Manager*

Référence de publication: 2008065582/8106/20.

Enregistré à Luxembourg, le 15 mai 2008, réf. LSO-CQ03356. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080073342) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2008.

**Lecta S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 72.198.

—  
*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue le 25 avril 2008*

*Résolution*

Les mandats des administrateurs venant à échéance, l'assemblée décide de les élire comme suit:

*Conseil d'administration:*

- MM.
- Santiago Ramirez Larrauri, né le 12 décembre 1951 à Logrono (La Rioja) (Espagne), demeurant professionnellement à C/José Ortega y Gasset, no 25 - 1a planta, 28006 Madrid (Espagne), président et administrateur;
  - Paolo Mattei, né le 21 septembre 1950 à Arco (TN) (Italie), demeurant 35 Via S. Sisto, Arco di Trento (TN) (Italie), administrateur
  - Andrea Minguzzi, né le 20 février 1954 à Ravenna (Italie), demeurant à 107, rue de Percke 1180 Bruxelles (Belgique), administrateur
  - Francisco Rudilla Molina, né le 31 août 1947 à Azuaga (Badajoz) (Espagne), demeurant à 331 Carrer de Lull, 08019 Barcelona (Espagne), administrateur
  - Stefano Sostero, né le 10 mai 1971 à Milan (Italie), demeurant à Via Senato, 12, 20121 Milan (Italie), administrateur
  - Francisco Javier de Jaime y Guijarro, né le 26 novembre 1964 à Madrid (Espagne), demeurant professionnellement à C/José Ortega y Gasset, no 25 - 1a planta, 28006 Madrid (Espagne), administrateur
  - Luigi Lanari, né le 13 novembre 1958 à Kinshasa (Congo), demeurant à Via Senato, 12, 20121 Milan (Italie), administrateur
  - Bruce Hardy McLain, né le 30 septembre 1952 à San Francisco (Etats-Unis), demeurant à 35 New Bridge Street, EC4V6BW Londres (Grande-Bretagne), administrateur;
- Mmes
- Emanuela Brero, employée privée, née le 25 mai 1970 à Bra (Italie), demeurant professionnellement 5, Place du Théâtre, L-2613 Luxembourg;
  - Bénédicte Moens Colleaux, employée privée, née le 13 octobre 1972 à Namur (Belgique), demeurant professionnellement 5, Place du Théâtre, L-2613 Luxembourg

pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice 2008.

Le mandat du commissaire aux comptes venant à échéance, l'assemblée décide de le nommer comme suit:

*Commissaire aux comptes:*

Ernst & Young, 7, Parc d'Activité Syrdall, 5365 Munsbach, Luxembourg.

pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme  
Société Européenne de Banque Société Anonyme  
Banque Domiciliaire  
Signatures

Référence de publication: 2008065609/24/43.

Enregistré à Luxembourg, le 20 mai 2008, réf. LSO-CQ04679. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080073073) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2008.

**Interoute Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 112.820.

—  
*Extrait de l'Assemblée Générale Ordinaire de l'associé unique tenue le 30 novembre 2007*

A l'Assemblée Générale Ordinaire de l'actionnaire unique de Interoute Holdings Sàrl ("la société") qui s'est tenue le 30 novembre 2007, il a été décidé comme suit:

1. D'accepter la démission de Monsieur Amar Drissi, résident au 20, rue Adrien Jeandin, CP-160 Thônex, Genève, Suisse comme Gérant de la société avec effet immédiat.

2. De nommer Monsieur George Mushahwar, né le 23 juin 1967 à Amman, résident au 515 Jasmine Drive, The Green Community, Dubai, Emirats Arabes Unis comme Gérant de la société, avec effet immédiat pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 8 mai 2008.

Luxembourg Corporation Company SA  
Mandataire  
Signatures

Référence de publication: 2008065594/710/20.

Enregistré à Luxembourg, le 13 mai 2008, réf. LSO-CQ02812. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080073044) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2008.

**BF Immo, Société Anonyme.**

Siège social: L-9647 Doncols, 25, Bohey.

R.C.S. Luxembourg B 93.625.

—  
*Extrait des résolutions du Conseil d'Administration du 21 avril 2008*

Lors de sa réunion du 21 avril 2008, la résolution suivante a été adoptée par le conseil d'Administration à l'unanimité de tous les membres:

1 ) Approuver le changement du siège social, celui-ci sera transféré du 36, centre Thill - 9647 DONCOLS vers Bohey 25 - 9647 DONCOLS

Doncols, le 21 avril 2008.

Pour extrait conforme  
Signatures

Référence de publication: 2008065540/800259/17.

Enregistré à Diekirch, le 13 mai 2008, réf. DSO-CQ00087. - Reçu 89,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080073277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2008.

**Agit S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 53.383.

—  
*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 12 novembre 2007*

L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de Madame Enrica MASSARA, administrateur, demeurant Via Nobel 2 in Oleggio (Italy), de Lux Business Management Sàrl, ayant son siège social 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg et de Lux Konzern Sàrl, ayant son siège social 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg, ainsi que le

mandat de commissaire aux comptes de CO-VENTURES S.A., ayant son siège social 50, route d'Esch à L-1470 Luxembourg. Ces mandats se termineront lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2007.

Luxembourg, le 12 novembre 2007.

Pour extrait conforme  
Pour la société  
Signature  
Un mandataire

Référence de publication: 2008065589/655/20.

Enregistré à Luxembourg, le 16 mai 2008, réf. LSO-CQ04038. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080073246) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2008.

---

**Immo-Girst S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6559 Girst, 1, Duerfstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 103.896.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 22.05.2007.

CANNIVY Joseph.

Référence de publication: 2008065547/7125/12.

Enregistré à Diekirch, le 22 mai 2008, réf. DSO-CQ00162. - Reçu 89,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080073561) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2008.

---

**Liu-Lux S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9099 Ingeldorf, 1, rue du Cimetière.

R.C.S. Luxembourg B 117.734.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 22.05.2008.

CANNIVY Joseph.

Référence de publication: 2008065548/7125/12.

Enregistré à Diekirch, le 22 mai 2008, réf. DSO-CQ00163. - Reçu 89,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080073564) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2008.

---

**SHANGHAI-GALERIE, Restaurant Chinois S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9051 Ettelbruck, 92, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 104.141.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 22.05.2008.

CANNIVY Joseph.

Référence de publication: 2008065549/7125/12.

Enregistré à Diekirch, le 22 mai 2008, réf. DSO-CQ00164. - Reçu 89,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080073565) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2008.

---

**Robert HENTGES S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5422 Erpeldange, 42, rue Scheuerberg.

R.C.S. Luxembourg B 64.656.

Le bilan au 31.12.2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.



Luxembourg, le 23 avril 2008.

Fiduciaire B+C s.à.r.l., Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2008065714/7759/14.

Enregistré à Luxembourg, le 21 avril 2008, réf. LSO-CP06942C. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080073060) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2008.

**TS Metropolis II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 914.425,00.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 135.607.

In the year two thousand and eight, on the twenty-eighth of April.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg.

There appears:

TS Metropolis Holdings S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company, having its registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies register, section B, under number 125.052,

here represented by Mrs Solange Wolter, private employee, with professional address at 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, by virtue of a proxy established on April 18, 2008.

The said proxy, signed "ne varietur" by the person appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, through its proxy holder, has requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing party is the sole shareholder of the private limited liability company ("société à responsabilité limitée") existing in Luxembourg under the name of "TS Metropolis II S.à r.l.", having its registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register, section B, under number 135.607 incorporated by a deed of M<sup>e</sup> Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, dated December 19th, 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 428 dated February 19th, 2008.

II. The Company's share capital is fixed at twenty thousand Euro (€ 20,000.-) divided into eight hundred (800) shares of twenty-five Euro (€ 25.-) each.

III. The sole shareholder resolves to increase the Company's corporate capital to the extent of eight hundred ninety-four thousand four hundred and twenty-five Euro (€ 894,425.-) to raise it from its present amount of twenty thousand Euro (€ 20,000.-) to nine hundred fourteen thousand four hundred and twenty-five Euro (€ 914,425.-) by creation and issue of thirty-five thousand seven hundred and seventy-seven (35,777) new shares of twenty-five Euro (€ 25.-) each, vested with the same rights and obligations as the existing shares.

IV. The sole shareholder, here represented as aforementioned, resolves to subscribe for the thirty-five thousand seven hundred and seventy-seven (35,777) new shares of twenty-five Euro (€ 25.-) each, and to fully pay them up in the amount of eight hundred ninety-four thousand four hundred and twenty-five Euro (€ 894,425.-) by contribution in kind in the amount of eight hundred ninety-four thousand four hundred forty-eight Euro and twenty-seven cents (€ 894,448.27) consisting in the conversion of a receivable in the same amount held by the sole shareholder towards the Company.

Proof of the existence and value of such receivable has been given to the undersigned notary.

V. The sole shareholder resolves to allocate the excess contribution in the amount of twenty-three Euro and twenty-seven cents (€ 23.27) to the legal reserve of the Company.

VI. Pursuant to the above increase of capital, article 6 of the Company's articles of association is amended and shall henceforth read as follows:

" **Art. 6.** The share capital is fixed at nine hundred fourteen thousand four hundred and twenty-five Euro (€ 914,425.-) represented by thirty-six thousand five hundred and seventy-seven (36,577) shares of twenty-five Euro (€25.-) each."

*Expenses*

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne to the Company as a result of the present shareholders' meeting are estimated at approximately eight thousand Euro (€ 8,000.-).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation.

On request of the same appearing person and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarised deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the person appearing, who is known to the notary by his Surname, Christian name, civil status and residence, he signed together with Us, the notary, the present original deed.

### **Suit la traduction en langue française du texte qui précède.**

L'an deux mille huit, le vingt-huit avril.

Par-devant Nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

TS Metropolis Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, numéro 125.052,

ici représentée par Madame Solange Wolter, employée privée, ayant son adresse professionnelle au 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 18 avril 2008.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Laquelle comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. La comparante est l'associé unique de la société à responsabilité limitée établie à Luxembourg sous la dénomination "TS Metropolis II S.à r.l.", ayant son siège social au 34-38 Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 135.607 (la «Société»), constituée par un acte de Me Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, reçu en date du 19 décembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 428 du 19 février 2008.

II. Le capital social de la Société est fixé à vingt mille Euro (€ 20.000,-) divisé en huit cents (800) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq Euro (€ 25,-) chacune.

III. L'associé unique décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de huit cent quatre-vingt-quatorze mille quatre cent vingt-cinq Euro (€ 894.425,-) pour le porter de son montant actuel de vingt mille Euro (€ 20.000,-) à neuf cent quatorze mille quatre cent vingt-cinq Euro (€ 914.425,-) par la création et l'émission de trente-cinq mille sept cent soixante-dix-sept (35.777) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de vingt-cinq Euro (€ 25,-) chacune, investies des mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes.

IV. L'associé unique, représenté comme il est dit, décide de souscrire aux trente-cinq mille sept cent soixante-dix-sept (35.777) nouvelles parts sociales de vingt-cinq Euro (€ 25,-) chacune et de les libérer intégralement en valeur nominale au montant de huit cent quatre-vingt-quatorze mille quatre cent vingt-cinq Euro (€ 894.425,-), par apport en nature d'un montant de huit cent quatre-vingt-quatorze mille quatre cent quarante-huit Euro et vingt-sept cents (€ 894.448,27) consistant en la conversion d'une créance du même montant détenue par l'associé unique sur la Société.

Preuve de l'existence et de la valeur de cette créance a été donnée au notaire instrumentant.

V. L'associé unique décide d'allouer l'apport excédentaire d'un montant de vingt-trois Euro et vingt-sept cents (€ 23.27) à la réserve légale de la Société.

VI. Suite à l'augmentation de capital ci-dessus, l'article 6 des statuts de la Société est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à neuf cent quatorze mille quatre cent vingt-cinq Euro (€ 914.425,-) représenté par trente-six mille cinq cent soixante-dix-sept (36.577) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq Euro (€ 25,-) chacune.»

### *Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de huit mille Euro (€ 8.000,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française.

A la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont Procès-verbal, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes, connu du notaire par son nom et prénom, état et demeure, il a signé ensemble avec nous notaire, le présent acte.

Signé: S. WOLTER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 5 mai 2008. Relation: LAC/2008/18281. - Reçu quatre mille quatre cent soixante douze euros vingt quatre cents (4472,24€).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 mai 2008.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2008065458/242/109.

(080073330) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2008.

---

**GSW-Wolff-Luxembourg, Société Anonyme.**

Siège social: L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 106.945.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 mai 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008065460/607/12.

Enregistré à Luxembourg, le 9 mai 2008, réf. LSO-CQ02402. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080073170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2008.

---

**ZIM Iberia Maritime Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 134.677.

In the year two thousand eight, on the twentieth of February,

Before Us, Maître Karine REUTER, notary residing in Redange-sur-Attert, acting in replacement of Maître Paul BETTINGEN, notary residing in Niederanven.

Was held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of "ZIM Iberia Maritime Company S.à r.l.", a société à responsabilité limitée having its registered office in L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie, registered at the Trade and Companies Register of Luxembourg section B, number 134.677, incorporated by a deed of the notary Paul BETTINGEN, prenamed, on the 27th of November 2007, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, number 178, on the 23rd of January 2008.

The meeting is presided by M<sup>e</sup> Aldwin Dekkers, attorney-at-law, professionally residing in Luxembourg, who appointed as secretary Sandra Schenk, private employee, professionally residing in Senningerberg.

The meeting elected as scrutineer M<sup>e</sup> Aldwin Dekkers, prenamed.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I.- That the agenda of the meeting is the following:

1. amending article 12 of the articles of incorporation, in order to insert a new paragraph 3; and
2. miscellaneous.

II.- That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, after having been signed by the shareholders and the proxies of the represented shareholders, has been controlled and signed by the board of the meeting.

The proxies of the represented shareholders, if any, initialled "ne varietur" by the appearing parties, will remain annexed to the present deed.

III.- That the present meeting, representing hundred per cent of the corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, takes unanimously the following resolutions:

*First resolution*

The general meeting decides to amend article 12 of the articles of incorporation, and to insert a new paragraph 3. Article 12 will as of now be as follows:

" **Art. 12.** The Company is managed by one or several managers, which do not need to be partners, but which need to be accredited as managers of a shipping company ("dirigeant d'entreprise maritime") in accordance with the law of December 9, 1990 to establish a Luxembourg maritime register.

The manager(s) is (are) appointed by the general meeting of partners which sets the term of its (their) office, scope of duties and powers and proceedings of the managers. The Company will enter into a specific agreement with the manager (s) which will contain the terms and conditions of this scope of duties and powers and proceedings.

In any event, the transfer of any sea going vessel owned by the Company is subject to the express approval of the sole partner (Zim Integrated Shipping Services Ltd. ("Zim")) and the decision of the sole partner (ZIM) in this matter is subject to the provisions and rights attached to the special state share held in ZIM in accordance with its constitutional documents. This paragraph does not apply to a transfer of a sea going vessel which results from the execution of a charge (security interest) over the sea going vessel. This paragraph cannot be changed (modified) unless with the consent of the holder of the special state share in ZIM.

In case the Company has appointed a single manager, the Company will be bound in all circumstances by the signature of its single manager.

In the case the Company has appointed several managers, the Company is managed by a board of managers. In that case, the Company will be bound in all circumstances by the signature of two members of the board of managers or by the signature of any person to whom such signatory power shall be delegated by the board of managers.

The manager(s) may be dismissed at any time with or without cause (cause légitime).

The single managers or the board of managers may grant special powers by authentic proxy or power of attorney by private instrument.

In dealings with third parties, the single manager or board of managers has the most extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all transactions consistent with the Company's purpose."

#### *Estimation of costs*

The aggregate amount of costs, expenditures, remunerations or expenses in any form whatsoever which the Company incurs or for which it is liable by reason of this increase of capital, is approximately one thousand three hundred euro (EUR 1,300.-).

There being no further business, the meeting is closed.

Whereof the present deed is drawn up in Senningerberg on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English states herewith that the present deed is worded in English followed by an French version; on request of the appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the persons appearing all known to the notary by their names, first names, civil status and residences, the members of the board of the meeting signed together with the notary the present deed.

#### **Follows the French version:**

L'an deux mille huit, le vingt février.

Par devant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, agissant en remplacement de Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven,

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée "ZIM Iberia Maritime Company S.à r.l.", avec siège social à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiencerie, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg, section B, sous le numéro 134.677, constituée suivant acte reçu par le notaire Paul BETTINGEN, prénommé, en date du 27 novembre 2007, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 178, le 23 janvier 2008.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de M<sup>e</sup> Aldwin Dekkers, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Madame Sandra Schenk, employée privée, demeurant professionnellement à Senningerberg.

L'assemblée choisit comme scrutateur M<sup>e</sup> Aldwin Dekkers, prénommé.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour:

#### *Ordre du jour:*

1. changement de l'article 12 des statuts, afin d'insérer un nouveau paragraphe 3; et
2. divers.

II.- Que les associés présents ou représentés, les mandataires des associés représentés, ainsi que le nombre de parts qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les associés présents et les mandataires des associés représentés, a été contrôlée et signée par les membres du bureau.

Resteront annexées aux présentes les éventuelles procurations des associés représentés, après avoir été paraphées "ne varietur" par les comparants.

III.- Que la présente assemblée, réunissant cent pour cent du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée générale décide de modifier l'article 12 des statuts et d'insérer un nouveau paragraphe 3. L'article 12 sera dorénavant libellé comme suite:

" **Art. 12.** La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, qui doivent avoir reçu l'autorisation de dirigeant d'entreprise maritime conformément à la loi du 9 décembre 1990 ayant pour objet la création d'un registre public maritime luxembourgeois.

Le(s) gérant(s) est(sont) nommé(s) par l'assemblée générale des associés qui fixe le terme de son(leur) mandat, les limites de ses(leurs) obligations et pouvoirs et le procédure de la gérance. La Société conclura une convention spécifique avec le(s) gérant(s) qui contiendra les termes et conditions de ces limites d'obligations et pouvoirs et de la procédure.

Dans tous les cas, la cession de tout navire détenu en propriété par la Société est soumise à l'accord exprès de l'associé unique (Zim Integrated Shipping Services Ltd. ("ZIM")) et la décision de l'associé unique (ZIM) dans cette matière est soumise aux stipulations et droits attachés à l'action spéciale de l'état dans ZIM conformément à ses documents constitutionnels. Ce paragraphe ne s'applique pas si le navire est cédé dans le cadre de l'exécution d'une sûreté sur le navire. Ce paragraphe ne peut pas être modifié sans l'accord du détenteur de l'action spéciale de l'état dans ZIM.

Lorsque la Société a nommé un seul gérant, la Société sera liée dans toutes les circonstances par la signature de son seul gérant.

Lorsque la Société a nommé plusieurs gérants, la Société est administrée par un conseil de gérance. Dans ce cas, la Société sera liée dans toutes les circonstances par la signature de deux membres du conseil de gérance ou par la signature unique d'une personne à qui le pouvoir de signature sera délégué par le conseil de gérance.

Le(s) gérant(s) peu(ven)t être révoqué(s) à tout moment avec ou sans cause légitime.

Le seul gérant ou le conseil de gérance peut accorder des pouvoirs spéciaux par mandat notarié ou par acte sous seing privé.

A l'égard des tiers, le seul gérant ou le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus d'agir au nom de la Société dans toutes les circonstances et d'autoriser toute opération consistant à l'objet social de la Société."

*Évaluation - Frais*

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de mille trois cents euros (EUR 1.300,-).

L'ordre du jour étant épuisé, le président prononce la clôture de l'assemblée.

DONT ACTE, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, constate que sur demande des comparants, le présent acte de société est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; sur demande des mêmes comparants, et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée de tout ce qui précède à l'assemblée et aux membres du bureau, tous connus du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, ces derniers ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Dekkers, Schenk, Karine Reuter.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 29 février 2008. LAC / 2008 / 8964. - Reçu 12€.- (douze euros).

*Le Receveur (signé): Francis Sandt.*

Pour copie conforme, délivrée à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 16 mai 2008.

Paul BETTINGEN.

Référence de publication: 2008065899/202/133.

(080074126) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2008.



**Tesei S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 83.675.

La soussignée EUROPEAN MANAGEMENT FIDUCIARY S.A., en tant que domiciliataire de la société TESEI S.A. inscrite au R.C.S. Luxembourg B - 83675, ayant son siège social au 38, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, déclare par la présente dénoncer le siège social de ladite société avec effet immédiat.

Luxembourg, le 14 mai 2008.

Signatures.

Référence de publication: 2008065533/1383/12.

Enregistré à Luxembourg, le 20 mai 2008, réf. LSO-CQ05050. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080073369) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2008.

**JMCPS Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 54, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 138.612.

## STATUTS

L'an deux mille huit, le vingt-huit avril.

Par-devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg,

A comparu:

La société BUREAU ECOSSE LTD, ayant son siège social à HBC 22, 83 Gordon Street, Huntly, AB54 8FG, Scotland/ United Kingdom,

ici représentée par Madame Flora GIBERT, juriste, domiciliée professionnellement au 15, Côte d'Eich, L-1930 Luxembourg,

en vertu d'une procuration donnée à Huntly, le 18 avril 2008.

Ladite procuration paraphée "ne varietur" par le comparant et par le notaire soussigné sera annexée au présent acte pour être déposée auprès des autorités d'enregistrement.

Lequel comparant, par son mandataire, a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'il va constituer comme actionnaire unique:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé une société anonyme sous la dénomination de "JMCPS HOLDING S.A."

Le siège social est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré dans tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale du siège ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la société est illimitée. La société pourra être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires, délibérant dans les formes prescrites par la loi pour la modification des statuts.

**Art. 2.** La société a pour objet, tant à Luxembourg qu'à l'étranger, toutes opérations généralement quelconques, industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à la création, la gestion et le financement, sous quelque forme que ce soit, de toutes entreprises et sociétés ayant pour objet toute activité, sous quelque forme que ce soit, ainsi que la gestion et la mise en valeur, à titre permanent ou temporaire, du portefeuille créé à cet effet, dans la mesure où la société sera considérée selon les dispositions applicables comme "Société de Participations Financières".

La société peut également s'intéresser par toutes voies dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui sont de nature à favoriser le développement de son entreprise ou à le lui faciliter, ainsi que procéder à l'acquisition, la détention, l'exploitation, le développement et la mise en valeur de tous biens immobiliers, terrains à bâtir y compris.

**Art. 3.** Le capital social est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,-) divisé en trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune.

Le conseil d'administration est autorisé à augmenter le capital social à cinq cent mille euros (EUR 500.000,-).

En conséquence, il est autorisé et chargé de réaliser cette augmentation de capital, et spécialement:

- d'émettre les actions nouvelles éventuelles en une ou plusieurs fois et par tranches, sous réserve de la confirmation de cette autorisation par une assemblée générale des actionnaires tenue endéans un délai expirant au cinquième anni-

versaïre de la publication de l'acte du 28 avril 2008 au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, en ce qui concerne la partie du capital qui, à cette date, ne serait pas encore souscrite et pour laquelle il n'existerait pas, à cette date, d'engagement de la part du conseil d'administration en vue de la souscription;

- à fixer l'époque et le lieu de l'émission intégrale ou des émissions partielles éventuelles;
- de déterminer les conditions de souscription et de libération;
- de faire appel, le cas échéant, à de nouveaux actionnaires;
- d'arrêter toutes autres modalités d'exécution se révélant nécessaires ou utiles et même non spécialement prévues en la présente résolution;
- de faire constater en la forme requise les souscriptions des actions nouvelles, la libération et les augmentations effectives du capital et enfin;
- de mettre les statuts en concordance avec les modifications dérivant de l'augmentation de capital réalisée et dûment constatée, le tout conformément à la loi modifiée du 10 août 1915, notamment avec la condition que l'autorisation ci-dessus doit être renouvelée tous les cinq ans.

Sous respect des conditions ci-avant stipulées, le conseil d'administration est autorisé à augmenter le capital social, même par incorporation des réserves libres. Le conseil d'administration a l'autorisation de supprimer ou de limiter le droit de souscription préférentiel lors d'une augmentation de capital réalisée dans les limites du capital autorisé.

**Art. 4.** Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société pourra procéder au rachat de ses actions au moyen de ses réserves disponibles et en respectant les dispositions de l'article 49-2 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Le capital social de la société peut être augmenté ou diminué en une ou plusieurs tranches par une décision de l'assemblée générale des actionnaires prise en accord avec les dispositions applicables au changement des statuts.

**Art. 5.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Toutefois, lorsque la société est constituée par un associé unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un associé unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

**Art. 6.** Le conseil d'administration ou le cas échéant l'administrateur unique a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

De même, le conseil d'administration est autorisé à émettre des emprunts obligataires convertibles ou non sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payable en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations convertibles ne pourra se faire que dans le cadre du capital autorisé.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Le conseil d'administration élit en son sein son président.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télécopie ou e-mail, étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, lettre, télégramme, télécopie, e-mail, ainsi que par téléconférence. Si les décisions sont prises par téléconférence ou e-mail, un procès-verbal sera dressé et signé par tous les administrateurs qui ont participé. Les résolutions par écrit approuvées et signées par tous les administrateurs auront les mêmes effets que les résolutions adoptées lors des réunions du conseil d'administration. Le conseil d'administration peut également prendre ses décisions par voie circulaire.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix, la voix du président étant prépondérante en cas de partage des voix.

La société se trouve engagée par les signatures conjointes de deux administrateurs ou le cas échéant par la signature individuelle de l'administrateur unique.

**Art. 7.** La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

**Art. 8.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

**Art. 9.** L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le 21 mai à 10.00 heures à Luxembourg, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour n'est pas un jour ouvrable, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 10.** Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales.

Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion.

Tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

**Art. 11.** L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

**Art. 12.** Sous réserve des dispositions de l'article 72-2 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, le conseil d'administration est autorisé à procéder à un versement d'acomptes sur dividendes.

**Art. 13.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

#### *Dispositions transitoires*

- 1) Le premier exercice social commence aujourd'hui même et finit le 31 décembre 2008.
- 2) La première assemblée générale annuelle aura lieu en 2009.

#### *Souscription et libération*

Toutes les actions ont été entièrement souscrites par le comparant et libérées en espèces de sorte que le montant de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) est à la libre disposition de la société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

#### *Déclaration*

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

#### *Assemblée constitutive*

Et à l'instant les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

1) Est appelé aux fonctions d'administrateur unique:

a) Monsieur Karl SCHUHMACHER, administrateur de sociétés, né le 31 décembre 1951 à FREIBÜRG - Allemagne et domicilié professionnellement au HBC 22, 83 Gordon Street, Huntly, AB54 8FG, Scotland/United Kingdom;

2) Est appelée aux fonctions de commissaire:

La société FIDUCIAIRE EVERARD-KLEIN S.à.r.l., ayant son siège social au 83, rue de la Libération, L-5969 Itzig, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous n ° B 63.706.

3) Les mandats des administrateurs et commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2013.

4) Le siège de la société est fixé au 54, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci, par leur mandataire, ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: F. GIBERT, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg AC, le 7 mai 2008, Lac/2008/18477. — Reçu cent cinquante cinq euros (155 euros).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mai 2008.

Joseph ELVINGER.

Référence de publication: 2008066712/211/150.

(080074830) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2008.

**Zeimes Marc, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9760 Lellingen, 1, Op de Leeën.  
R.C.S. Luxembourg B 107.570.

Le bilan au 31.12.2003 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 22.05.2008.

CANNIVY Joseph.

Référence de publication: 2008065542/7125/12.

Enregistré à Diekirch, le 22 mai 2008, réf. DSO-CQ00157. - Reçu 89,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080073549) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2008.

---

**Zeimes Marc, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9760 Lellingen, 1, Op de Leeën.  
R.C.S. Luxembourg B 107.570.

Le bilan au 31.12.2004 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 22.05.2008.

CANNIVY Joseph.

Référence de publication: 2008065543/7125/12.

Enregistré à Diekirch, le 22 mai 2008, réf. DSO-CQ00158. - Reçu 89,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080073550) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2008.

---

**TS Metropolis VII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 914.425,00.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.  
R.C.S. Luxembourg B 135.581.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mai 2008.

Henri HELLINCKX

Notaire

Référence de publication: 2008065737/242/13.

(080073238) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2008.

---

**Creterra S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 25, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 82.917.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22/05/08.

CREATERRA S.A.

25, route d'Esch, L-1470 LUXEMBOURG

Mario Nozza

Administrateur délégué

Référence de publication: 2008065812/1871/16.

Enregistré à Luxembourg, le 22 mai 2008, réf. LSO-CQ06197. - Reçu 107,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080073559) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2008.

---

**Zeimes Marc, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9760 Lellingen, 1, Op de Leeën.  
R.C.S. Luxembourg B 107.570.

Le bilan au 31.12.2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 22.05.2008.

CANNIVY Joseph.

Référence de publication: 2008065544/7125/12.

Enregistré à Diekirch, le 22 mai 2008, réf. DSO-CQ00159. - Reçu 89,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080073553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2008.

---

**Zeimes Marc, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9760 Lellingen, 1, Op de Leeën.  
R.C.S. Luxembourg B 107.570.

Le bilan au 31.12.2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 22.05.2008.

CANNIVY Joseph.

Référence de publication: 2008065545/7125/12.

Enregistré à Diekirch, le 22 mai 2008, réf. DSO-CQ00160. - Reçu 89,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080073555) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2008.

---

**Zeimes Marc, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9760 Lellingen, 1, Op de Leeën.  
R.C.S. Luxembourg B 107.570.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 22.05.2008.

CANNIVY Joseph.

Référence de publication: 2008065546/7125/12.

Enregistré à Diekirch, le 22 mai 2008, réf. DSO-CQ00161. - Reçu 89,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080073558) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2008.

---

**Babcock & Brown Biofuels Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2721 Luxembourg, 4, rue Alphonse Weicker.  
R.C.S. Luxembourg B 124.496.

*Extrait suite au changement de gérant*

Par la résolution de l'actionnaire unique du 30 avril 2008, le changement suivant a été décidé:

- Démission d'Erik Rietkerk, né le 5 mai 1960 à Utrecht au Pays-Bas résidant professionnellement au 5, Flueggenweg D-21224, en tant que gérant de la Société;

Pour extrait conforme, délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 mai 2008.

Caroline BONALD  
Manager

Référence de publication: 2008065583/8106/18.

Enregistré à Luxembourg, le 15 mai 2008, réf. LSO-CQ03325. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080073341) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2008.

---



**Lavis Cortex Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 98.326.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2008064775/687/13.

Enregistré à Luxembourg, le 16 mai 2008, réf. LSO-CQ04029. - Reçu 24,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080072695) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2008.

---

**Ba'dol S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 111.326.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 22 avril 2008 à 11.00 heures à Luxembourg*

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viennent à échéance à la présente assemblée.

L'Assemblée Générale décide à l'unanimité de renouveler les mandats de MM. Filip SABBE, Jean QUINTUS et Joseph WINANDY, Administrateurs ainsi que de Pierre SCHILL, Commissaire aux Comptes pour une période qui viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes annuels au 31.12.2008.

Pour copie certifiée conforme

F. SABBE / J. QUINTUS

Président / Administrateur

Référence de publication: 2008064635/1172/17.

Enregistré à Luxembourg, le 20 mai 2008, réf. LSO-CQ04873. - Reçu 14,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080072334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2008.

---

**Lacofin, Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1628 Luxembourg, 27, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 43.729.

*Extrait de la décision du conseil d'administration prise le 8 mai 2008*

Le conseil d'administration renouvelle Monsieur Carlo DI DATO aux fonctions de Président du conseil d'administration et d'administrateur délégué jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire à tenir en l'an 2013. L'administrateur délégué aura tous pouvoirs de signature individuelle dans le cadre de la gestion journalière ainsi que dans tous les rapports de la société avec les banques.

Pour extrait conforme, délivré sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mai 2008.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008065577/1134/20.

Enregistré à Luxembourg, le 20 mai 2008, réf. LSO-CQ05248. - Reçu 14,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080073401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2008.

---